

# mobilisation

---

**“ La vérité est militante,  
guerrière ; elle ne combat  
pas seulement le mensonge,  
mais aussi certains hom-  
mes qui la propagent. ”**

**Bertold Brecht**

---

3

## SOMMAIRE :

- encore l'autoroute est-ouest
- perspective-jeunesse
- travailleurs-étudiants: une expérience
- action politique en milieu étudiant
- militantisme au sein des organisations populaires

25



# ENCORE L'AUTOROUTE

Le bilan de la lutte contre l'autoroute dans Hochelaga-Maisonneuve soulève à mon avis, quelques problèmes qui n'ont pas été abordés. Je voudrais souligner ces aspects dans une perspective de critique entre camarades. Critique qui devrait favoriser le débat politique et développer une stratégie cohérente.

Je veux parler, entre autres, des rapports politiques entre le CAP et le PQ. Cet aspect m'apparaît fondamental quand on connaît le poids du PQ dans ce comté. Parler d'un Front commun basé sur le compromis ne suffit pas à définir une ligne politique claire face à un problème. Or, il me semble que cette ambiguïté de la politique "frontiste" ait continuellement obscurcie l'action et les objectifs des militants. Le discours politique du PQ et ceux des membres du CAP divergent sur plus d'un point. Il n'est qu'à relever les résultats de l'assemblée publique tenue il y a un mois sur la question de l'autoroute.

Est-ce dire qu'il faut se prononcer contre tout Front commun? Non, mais qu'il faut pouvoir définir sa propre ligne politique, ses objectifs et ses méthodes en termes concrets. Il faut aller plus loin que les "tripes" et "l'intuition" politique. A ce moment-là nous pouvons parler de Front commun avec d'autres organisations. Sinon, c'est la manipulation, le chantage par l'argent, le laissez-aller politique; on agit parce qu'il faut agir et que d'autres sont embarqués avec nous. Ceci pour les généralités.

En termes pratiques, se pose le problème des alliances avec les groupes populaires de gauche et le Parti québécois. Ici, je crois que nous avons encore le compromis facile. Nous avançons le principe que tout ce qui est contre le gouvernement est bon et que nous devons l'appuyer ou nous y associer. Il y a une différence entre l'énoncé de principe du rédacteur de l'article, à savoir "combattre le capitalisme" et la position du P.Q. face à ce même capitalisme. L'alliance doit alors se faire, non sur une

vague volonté de lutte, mais sur un programme précis et pratique de lutte. Il faut aussi que chacun des groupes en cause accepte et lutte pour ce programme. L'information diffusée par l'association sur les trois aspects fondamentaux (une fausse solution au chômage, la conception d'une ville, le contrôle des décisions) sont justes mais ont pratiquement été faussés par le P.Q. parce que le PQ n'est pas sur la même longueur d'ondes. Peut-on alors parler de Front commun sans grossièrement exagérer les faits? Il me semble plus opportun de définir le dit "Front commun" comme un rassemblement de personnes ou de groupes où chacun cherche à "tirer la couverture de son bord". Cette constatation n'est d'ailleurs pas nouvelle, elle ressemble étrangement à toutes les "alliances", appuis critiques", "appui tactique", fronts communs que des groupes de "gauche" ou dit socialistes ont tenté avec le PQ. Il faut ici rappeler un principe élémentaire:

toute situation se définit en fonction du rapport des forces en présence. De là, il ressort une évidence: les alliances avec le PQ se sont organisées dans un rapport de force défavorable aux forces populaires (souvent en terme local, toujours en terme national). Or, si nous voulons mener à bien nos objectifs, il faut en avoir la force à la fois en termes politiques (analyse, méthode, programme) et en termes techniques (argent, structures etc). Et pour arriver à ce but, il faut être capable de se définir clairement soi-même. Il est regrettable que cette question n'ait pas été abordée dans l'article sur Hochelaga.

L'autre point que je voudrais aborder ici est le problème de la concordance entre les objectifs et les moyens. Tout au long de l'exposé, nous retrouvons une séparation entre l'objectif: bloquer l'autoroute et les moyens: politisation, recrutement.

✕ L'auteur nous dit au départ que l'action relevait des "tripes" et de "l'intuition". Je n'ai rien contre à condition que ça débouche et que l'on sache où l'on va. Or, on nous dit que la "façon dont on se bat et la perspective globale... sont plus importants que le but même de la lutte" C'est de la démenche ou de l'incons-



science, car arrêter l'autoroute, c'est peut-être pas "arrêter le capitalisme" mais c'est au moins arrêter une de ses manifestations importantes pour beaucoup de gens. Si on veut abattre le capitalisme, il va falloir qu'on se mette à gagner et gagner concrètement. Comme le dit l'auteur "le capitalisme, c'est pas abstrait". Il faut donc se battre sur le terrain. Il faut donc une analyse concrète et des moyens. Embarquer les gens dans des bateaux qui n'arriveront jamais, ce n'est pas fait pour les encourager à la lutte socialiste.

Il y a donc d'un côté, ce but dont on dit qu'il n'a pas d'importance, c'est le prétexte, et de l'autre côté, les moyens qui eux, sont tout autre: la formation, l'information, le recrutement qui vise à un but d'élargissement et de consolidation du CAP. On répète ici l'erreur commise maintes fois: ça va mal, on trouve une action à faire, on rejoint du monde et après quelques mois on se rend compte qu'il faut tout recommencer. Les gens sont partis, ils ont peut-être signé une carte de membre, nombreux sont ceux qui ont été informés, mais rien n'a pu être maintenu en permanence.

L'occasion de la formation me semble être une exception qui peut se prolonger mais je crois que tant que l'on ne fera pas comprendre les objectifs que l'on se fixe et les moyens pour y arriver, nous nous condamnons à nous nuire à long terme, nous nous condamnons à mobiliser temporairement mais aussi à nous nuire à plus long terme. Ceux qui ont perdu sont difficiles à mobiliser par la suite s'ils ne possèdent pas les éléments pour expliquer leur échec.

A Hochelaga-Maisonneuve, la première chose à faire aurait été d'analyser les possibilités concrètes d'arrêter la construction de l'autoroute (qui était déjà commencée d'ailleurs). De là on peut passer à la tactique d'attaque, puis au travail avec les gens dans une perspective à long terme.

Malgré les lacunes que j'ai tenté d'exposer, je crois que les positions politiques définies par les militants face à ce problème sont justes. Pour une fois un groupe de personnes a abordé une lutte par une voie socialiste

## LE LIBERALISME EN PLEINE FORME : perspective-jeunesse

Dans le cadre de "Perspective jeunesse", le gouvernement fédéral va verser \$ 24 millions pour "venir en aide aux étudiants au cours de l'été". Sur ce, 9 millions ( 37 %) iront au Québec. Faisons tout de suite une remarque: normalement cet argent était destiné aux étudiants et aux jeunes chômeurs, or par un hasard fortui, aucune publicité n'a été faite vers ce second secteur. Nous y reviendrons. Il est aussi à noter que le Québec a reçu plus que sa part. Ne nous en plaignons pas, pour une fois qu'Ottawa se trompe (volontairement) !

Nous pouvons alors nous demander pourquoi un gouvernement donne 9 millions aux étudiants du Québec? Serait-ce par altruisme, par générosité, par grandeur d'âme? Non, soyons un peu plus sérieux. Une série de causes nous apparaissent entrer en ligne de compte.

1- La crise économique que nous vivons (inflation, chômage) pousse le gouvernement à appliquer des mesures palliatives. Il faut parer au plus urgent. On aurait fort bien pu utiliser cet argent pour créer des emplois stables à long terme, mais il fallait trouver un cataplasme à un mal plus pressant: les étudiants chômeurs de l'été. Et qui plus est, surtout



au Québec, centre incontesté de l'agitation politique du Canada. De là, le programme pour les étudiants (on ne parle plus des jeunes chômeurs) et le 37% pour le Québec.

On donne donc de l'argent aux étudiants pour qu'ils ne crient pas trop fort et pour les occuper. Cette politique générale se retrouve à un niveau local. On donne plus d'argent où ça risque de crier le plus fort. Ainsi au CEGEP du Vieux-Montréal (où la contestation fut forte), 30 projets sur 67 sont acceptés. Même phénomène à l'université du Québec où au moins 30 projets ont été acceptés alors que seulement une dizaine l'ont été à McGill. Encore une fois ne nous plaignons pas, mais regardons les choses en face: après le bâton d'Octobre, on essaie la carotte d'été. A nous d'en profiter.

2- 9 millions au Québec, il faut que ça profite. On va donc faire d'une pierre deux coups: beaucoup de projets sont choisis en fonction de leur situation géographique. Ainsi on retrouve une concentration dans les milieux populaires de Montréal, là où c'est susceptible de sauter le plus vite: 5 projets dans St-Henri, au moins 5 dans St-Jacques idem dans Ste-Marie et Hochelaga-Maisonneuve, 5 dans St-Jérôme, etc.,. Or, comme par hasard, beaucoup de ces comtés sont aussi péquistes ! Il nous semble aussi exister une concentration de projets à Montréal, comparée à d'autres régions (Gaspésie par exemple) alors que c'est dans ces régions qu'il est le plus difficile de trouver du travail. (mais où la contestation est souvent moins forte et radicale). Sans exagérer, nous pouvons sans peine avancer que nous avons affaire à du libéralisme en pleine forme: tenter de

répondre par des cataplasmes aux problèmes les plus urgents. On veut "déper" les gens avec des projets de "broche à foin". La compagnie des jeunes canadiens visait le même but.

3- Une troisième raison, sans doute moins importante mais qu'il faut souligner, semble être derrière certains projets. C'est la possibilité d'information et d'infiltration qu'offre l'expérience. Certains projets sont carrément des projets-flics. Ainsi, les gens qui se promènent avec un questionnaire à remplir par les groupes populaires à Montréal. Ce questionnaire est un véritable interrogatoire de flic portant sur les activités et mode de participation, la structure, le recrutement et tout le matériel technique (imprimerie, transport, matériel de bureau, etc.) Voici quelques exemples de questions:

- Considérations démographiques des membres (Âge, citoyenneté, état civil, religion, instruction, occupation, revenu)
- Recrutement: (procédure, demande écrite, parainage, carte de membre, etc.,)

et aussi

- Imprimerie et Divers: (Offset no, Gestetner no, machines à écrire, adresseur, etc.,)

Remarquons que les questions ne sont même pas numérotées, comment peut-on parler d'enquête scientifique? (!!!)

D'autres projets sont plus subtils. Ils consistent à ramasser de la documentation, à faire une enquête sociale dans certains quartiers ou certaines villes (St-Jérôme entre autre) portant sur les groupes populaires organisés. Travail de flic, mais de flic intelligent. Voilà pour l'information.



Pour l'infiltration, il est évident que c'est l'occasion rêvée pour les provocateurs et agents clandestins. On fait un peu de travail dit social et voilà le tremplin idéal pour faire le saut dans une organisation politique où l'en sera cautionné par le travail fait durant l'été.

On nous dit que les résultats n'irent pas au gouvernement ! Belle idiotie que d'avancer pareille platitude. Il faudrait des garanties et là meilleure garantie, c'est le silence.

### LES CONTRADICTIONS :

Malheureusement pour Ottawa, tout n'est pas si simple : de tels projets développent toujours leurs propres contradictions. Donner de l'argent, ça va sans aucun doute faire taire des gens mais ça va aussi fournir des militants à plein temps pendant quelques mois. Il est vrai que la nature de beaucoup de projets n'est pas dangereuse en soi : loisirs, sports, activités culturelles ; mais qu'en y mette un contenu politique et tout est nouveau. De plus, va-t-on impunément donner des services à la population sans que celle-ci n'en redemande ? Ne risque-t-on pas ainsi d'exacerber des revendications déjà fortes ?

Déjà, des gens ne sont pas contents. Ainsi, dans un quartier populaire de Montréal, le comité de loisir local fut obligé de se saborder faute d'argent alors qu'arrivait sur place un projet perspective-jeunesse pour les loisirs. La réaction première est évidemment d'en vouloir aux étu-

dants mais après réflexion et discussion, c'est le gouvernement qui est en cause.

Ici, il nous apparaît important de faire le travail sérieusement avec les gens. C'est la meilleure garantie de succès. En période de crise, le libéralisme est une arme à deux tranchants qui se retourne facilement contre ses initiateurs. Développer les contradictions, voilà la tâche à remplir.

### QUE FAIRE ?

Tirons quelques leçons

- 1- Profitez au maximum de l'argent et des moyens dans une perspective à long terme, c'est-à-dire visez à ce que les gens de la place reprennent en main les projets engagés et luttent pour leur prolongation.
- 2- Faites des rapports fantaisistes (mais sérieux), faussez des données, mêlez les cartes.
- 3- Refusez catégoriquement de répondre aux questions-flics et prenez les noms de ceux qui font ce travail.
- 4- Faites attention à l'infiltration de flics dans vos groupes.

Perspective-jeunesse, c'est donc finalement la grosse tentative pour étouffer l'automne chaud au Québec. C'est le benben pour nous fermer la boîte. Il s'agit d'en être conscient et de s'organiser en conséquence. Va-t-on pouvoir acheter notre silence pour quelques millions ?



est centrée presque toute entière sur les problèmes de structure de pouvoir et d'absence de démocratie réelle tant au collège que dans le reste de la société.

- 2) La lutte a été menée de façon très "politique" en ce sens qu'on a refusé toute action fracassante, spectaculaire ou éclatante et que l'on a insisté sur la nécessité de tenir compte d'un rapport de force réel entre les parties antagonistes. On a enfin compris que faire bien du bruit et crier très haut, c'est souvent s'illusionner sur sa force réelle. On a enfin compris que mieux vaut calmement augmenter sa force plutôt que faire croire illusoirement que l'on possède une force qui, en réalité, est inexistante.

Mais ce qu'il faut peut-être noter surtout au sujet de cette lutte dont il est fait mention, c'est qu'elle n'est apparue n'importe quand: la situation économique de la province de Québec est dans un état tellement précaire que nulle idéologie de l'abondance, des loisirs, de la société juste, ne peut la camoufler. Et cette faiblesse incontestable de l'économie ne peut faire autrement qu'influencer les étudiants du Cégep pour la bonne raison que, pour le futur technicien, homme de science, médecin, elle se traduit par une menace commune: la menace de faire des études qui ne mènent nulle part, la menace de devenir un chômeur diplômé.

La leçon à tirer de cela est la suivante: le monde étudiant, malgré toutes ses particularités, est toujours déterminé en dernière analyse, dans ce qu'il est, par l'univers économique. Le monde étudiant à moins qu'il ne développe peu à peu des organisations capables de s'enraciner, est un monde hésitant, indécis, chambranlant, presque complètement à la merci, sur les plans idéologiques et politique, des soubresauts du monde économique. Lorsque l'économie va bien les étudiants sauf des minorités, sont béatement conservateurs. Lorsque des contradictions possiblement durables se font jour au niveau économique, les étudiants acceptent d'enlever les écrans habituels qui leur cachent la réalité et de se départir de leur petit vernis progressiste à tendance préférentiellement nationaliste ou humaniste bien pensant.

#### 7) Les étudiants de Cégep au Québec:

Les considérations qui viennent d'être livrées permettraient de développer une analyse sur les Cégeps au Québec comme étant des lieux privilégiés en vue de mener une lutte idéologique et politique possiblement très utile et très efficace. En effet, de par sa na-

(1) Pour la région de Montréal, l'organisation réformiste d'animation sociale, le Conseil de Développement social, tient une liste plus ou moins à jour de ces Groupes.

Cet article s'adresse particulièrement aux camarades militants de la région de Montréal. L'auteur milite dans un comité d'action politique à Montréal et n'a, malheureusement comme la plupart des militants montréalais, quasi aucune expérience ou connaissance pratiques des autres régions du Québec. Il est évident que les instruments de travail proposés ici aux militants sont à adapter à chaque situation concrète, à chaque région particulière.

Depuis une dizaine d'années, nous assistons au Québec, particulièrement dans les centres urbains, à une prolifération de groupes de recatégorisation à vocations multiples, implantés dans la ville au sein de la classe ouvrière (1). Maisons du chômeur, associations de locataires, coopératives alimentaires, de santé, cliniques juridiques, comités de citoyens, etc., etc. Y a-t-il possibilité réelle pour un militant révolutionnaire d'y faire un travail politique valable? et oui, quelles en sont les conditions, les limites?



Leursqu'une illusion: en période de crise économique les capitalistes rétablissent leur taux de profit au détriment des services et des équipements collectifs, d'où une marginalisation sans cesse rétrécie du champ des réformes possibles;

3- ces revendications de réformes s'auto-épuisent donc facilement (refus des autorités en place, politique de mitesses...) et créent une conscience sceptique, défaitiste selon de la classe ouvrière (c'est un peu le cas de l'offensive contre l'autoroute menée dans le quartier marseillais);

4- les mesures sectorielles revendiquées par ces groupes peuvent être aussi des facteurs de ségrégation de la classe ouvrière. La rénovation urbaine en est un excellent exemple frappant: les gouvernements créent des ghettos "modernes" isolés au sein de ghettos délabrés: 700 personnes actuellement attendent dans un climat de certitude d'être reloger aux Habitats St-André, seulement 300 pourront y habiter effectivement...

5- Souvent ces luttes sont menées à froid, i.e. sans la participation active des masses au sein d'un rapport de force vécu. Les masses délèguent leur pouvoir à des leaders (créés souvent par des animateurs sociaux technocratiques) qui négocient les questions soulevées avec les technocrates du pouvoir, lesquels leur octroient en échange d'un silence total quelques miettes. D'où une possibilité de domination politique et idéologique croissante des masses (idéologie de la participation, de l'animation sociale, du travail communautaire).

cela? Prenons l'exemple des étudiants de niveau collégial au Québec. En général, il semble que les étudiants de Cégep, quel que soit leur passé et quelque soit leur avenir aient, sur le plan politique, des attitudes de classes que l'on pourrait qualifier de petite-bourgeoises, en ce sens que leurs attitudes sont celles de personnes qui, ayant accédé à un certain niveau scolaire, appartiennent déjà ou risquent d'appartenir à une catégorie privilégiée même si, dans l'échelle des privilèges, il va y avoir probablement des différences très notables. La plupart du temps, des problèmes posés en termes nationalistes (français vs anglais) vont les mobiliser plus facilement que des problèmes posés en termes de luttes des classes. Ce qui est en partie explicable par l'évolution du Québec: les nouveaux besoins économiques ont élargi les bases de recrutement de la clientèle scolaire alimentée traditionnellement par l'univers "élitique" des collèges classiques. Ainsi bien des étudiants ont connu une mobilité éducative par rapport à leurs parents, ce qui les portait candidement à bien des espoirs.

Malgré des différences notables, on peut avancer l'hypothèse qu'ils ont des attitudes communes sur certains points. Pour bien comprendre ce fait, il est indispensable de prendre en considération la capacité d'intégration ou d'uniformisation idéologique d'une structure comme l'école. L'école, c'est quand même un milieu où, quelque soit le milieu d'où l'on vient et le milieu où l'on va, on doit apprendre certaines règles quant à certains savoir-faire, propres à ce milieu et intégrer certaines valeurs.

#### 6) Les étudiants et le monde économique;

Malgré la capacité uniformisante de la structure scolaire qui conduit logiquement bien des étudiants à développer presque inévitablement des attitudes petites-bourgeoises, malgré aussi les disparités entre les étudiants, il arrive que des situations sociales et économiques objectives conduisent des étudiants à mener des luttes comme celle menée au Cégep Edouard-Montpetit cette année avec comme élément précipitant de départ le refus de la direction de réengager Michel Servant.

Ce qui frappe dans la lutte menée cette année, c'est, dès le départ, au moins deux choses:

- 1) Pour une des premières fois, une lutte étudiante intense et soutenue a été menée autour d'un problème qui n'est pas "problème technique de prêts-bourses ou de service quelconque et qui n'est pas non plus un problème à ramifications nationalistes" (exemple: l'an dernier: le bill 63 ou le problème de la classe anglaise à l'I.A.Q.). La lutte tant idéologique que politique s'



Pour toutes ces raisons, laissées à elles-mêmes, ces luttes défensives à partir de groupes de revendication à vocation spécialisée, aboutissent:

1- à un cul-de-sac: en s'est battu sur les effets de la maladie: pas de guérison, ou la maladie revient au galop, ou d'autres maladies se manifestent;

2- elles constituent objectivement, malgré toutes les pieuses intentions de nos animateurs sociaux, un frein à la construction de la conscience de classe et de l'instauration de son pouvoir, i.e. la révolution socialiste.

Alors il s'agit pour le militant révolutionnaire de ne pas laisser tourner en rond ces luttes sociales. D'en faire des éléments de la lutte des classes. Mais à quelles conditions élémentaires?

## 2- LUTTES DÉFENSIVES & LUTTES POLITIQUES

Premièrement de ne pas mélanger ces luttes sociales défensives oeuvrant dans l'immédiat aux luttes politiques révolutionnaires, en voir les limites objectives.

Ces organisations dites "populaires" sont nées en grande partie du besoin (il ne s'agit pas ici d'un complot mais d'une évolution objective du mode de production capitaliste au Québec et dans tous les pays capitalistes avancés) des capitalistes et de leurs valets politiques.

en interlocuteurs valables pour contrôler et planifier le développement inégal de la production et de la consommation: rationaliser l'irrationnel en se trouvant des appuis, même un peu contestataire<sup>(1)</sup>, au sein de ceux qui subissent l'irrationnel et l'inhumain. Il est significatif ici de constater que ce sont les couches dominantes d'arrière-garde (les maires, certains députés) qui s'opposent aux comités de citoyens, alors que les hauts fonctionnaires, les grands monopoles subventionnent ces mêmes groupes.

A cette raison s'en ajoute une autre fondamentale: ces groupes à caractère défensif constituent en soi des formes transitoires et contradictoires d'organisation de la classe ouvrière (un rapprochement avec l'organisation syndicale serait à préciser selon la même ligne). En effet ces groupes cherchent à l'intérieur du système capitaliste la défense d'une classe dont l'intérêt réel est le renversement de ce système (1)

La valeur réelle de ces luttes sociales se trouve toujours en dehors d'elles-mêmes: c'est-à-dire dans la croissance d'une conscience de classe visant à anéantir par tous les moyens le système capitaliste actuel. Seule l'organisation politique des travailleurs peut mener à bien cette tâche historique. Actuellement

(1) les thèses et la pratique des communistes italiens dissidents du P.C.I. sont dans ce contexte extrêmement intéressantes;



nous en sommes rendus au stade de développer des comités d'action politique, de les implanter solidement au sein de la classe ouvrière, d'en faire des instruments de lutte A LA BASE: tisser un réseau de CAP en en limitant le nombre à des situations pilotes significatives et favorables..

La spécialisation des organisations populaires (logement, santé, alimentation, ...), leur recrutement élargi, leur caractère strictement défensif et revendicatif, la nature immédiate de leurs objectifs (correction plus ou moins illusoire des inégalités économiques et non la destruction des racines de ces inégalités au niveau des rapports entre travailleurs et capitalistes), empêchent objectivement ces mêmes groupes d'être des organisations politiques de la classe ouvrières.

### 3. DES INSTRUMENTS DE TRAVAIL

Nous avons vu les limites et les possibilités de ces groupes ainsi que la nécessité impérieuse d'une organisation politique de classe au Québec engagée dans une lutte à finir avec le système d'exploitation actuel. Il s'agit maintenant pour nous de se donner quelques instruments pratiques de travail à développer et à corriger par l'expérience militante.

a) Nécessité d'un point de référence politique organisé:

Ce centre peut être un comité d'action politique,

une cellule ( 3 à 10 camarades se regroupant de façon informelle), le tout dépendant du stade de développement organisationnel. Il faudrait, au stade initial, regrouper de façon privilégiée, des travailleurs de la production (usines) car alors il serait possible dès le début d'approfondir la pratique politique en faisant voir que l'exploitation au niveau de la consommation origine de l'exploitation au niveau de l'organisation de la production (1). Seraient possible aussi des liens organisés entre ces deux niveaux. Ce point de référence est essentiel comme instrument de regroupement, de formation collective (élaborer stratégie, se former ensemble, faire l'autocritique,..)

b) PRIORITE AU TRAVAIL IDEOLOGIQUE:

La cellule ou le CAP ne doit pas à cause d'une base humaine et matérielle encore trop fragile, dépenser à tort et à travers ses énergies. Ils doivent les concentrer sur des terrains favorables au développement par étapes de l'organisation ouvrière (recrutement, formation de noyaux révolutionnaires solides et durables.). C'est pourquoi nous privilégions le travail idéologique:

- 1) faire voir aux membres de l'organisation les limites et les possibilités de leurs luttes défensives, et la nécessité des luttes politiques organisées;

(1) cf. mobilisation no. 1 "Pour une politique radicale à la base"



exemple: une organisation de chômeurs voulant partir une coopérative de production. Situation favorable à un travail idéologique:

- que des militants du CAP ou de la cellule s'intègrent complètement au groupe de chômeurs.
- que ces militants se donnent une formation marxiste sur le chômage et l'emploi (causes réelles de l'exploitation de la force de travail).
- qu'ils intègrent dans un premier temps, à cette recherche et discussion les éléments les plus éveillés et dynamiques parmi le groupe de chômeurs (particulièrement les 20-30 ans)

Ce sont réellement des méthodes d'intervention à la base: à partir d'une expérience fragmentaire et vécue, y intégrer les travailleurs, élever leur niveau de conscience et organiser le potentiel ainsi dégagé.

A partir d'une connaissance des causes réelles du chômage, faire voir les limites d'un regroupement de chômeurs et de leur intervention (coopérative de production, ainsi qu'un dépassement possible de leur organisation et action (processus de formation en 3 parties) i.e. unifier leurs luttes partielles et sectorielles à la lutte commune des travailleurs contre l'exploitation capitaliste.

2) si le travail idéologique a porté ses fruits il faut rapidement l'organiser sinon c'est l'écoeure-

ment et le défaitisme. Pour rendre militante une conscience éveillée, il faut lui proposer un cadre: pour les éléments les plus éveillés et motivés, une cellule pourrait être formée au sein du regroupement de chômeurs, sous le leadership de un ou deux militants provenant de la cellule politique initiale. Les autres militants pourront alors changer leur terrain d'action, en privilégiant encore les secteurs productifs. (1) Ainsi s'entretient un contact solide et durable entre le groupe politique et le groupe revendicatif;

#### c) NOUVELLES POSSIBILITES DES LUTTES SOCIALES

1) leadership des animateurs sociaux, des marchands d'illusion, remplacé par un leadership politique radical

2) désormais les groupes défensifs pourront se mobiliser en appui aux luttes et organisations politiques (élargissement des masses mobilisables)

3) si des travailleurs productifs sont recrutés par la cellule politique ou le CAP, possibilité d'enracinement et de propagande au niveau des lieux de travail

4) potentiel revendicatif plus élevé qu'avant où ces groupes étaient laissés à eux-mêmes: possibilité de luttes nettement anti-capitalistes, de guérilla revendicative unissant groupes défensifs, CAP d'usine, CAP de quartier, étape nécessaire à la formation de l'organisation de la classe ouvrière;

#### d) CERTAINS PREREQUIS INDISPENSABLES

Pour mener à bien un travail révolutionnaire



au sein des organisations à caractère revendicatif, il est possible maintenant de dégager certains prérequis indispensables:

- 1- groupe de militants ayant une formation marxiste solide (le marxisme étant le seul instrument de connaissance et de lutte adapté au système capitaliste, instrument capital pour s'assurer d'un militantisme AUTONOME et POLYVALENT)

exemple: les luttes sociales engagées au niveau des services ou équipements collectifs (logement, transport..) sont nécessairement conditionnées par la marge de réformes consentie par les capitalistes. Ces derniers étant prêts à tout pour s'assurer d'un taux de profit stable et élevé. Il faut donc pour les militants engagés dans ces luttes connaître à fond la conjoncture économique afin d'éviter soit une lutte cul-de-sac, soit une lutte d'arrière-garde (dans certains secteurs il est dans l'intérêt économique et politique des capitalistes d'octroyer certaines réformes, afin de conserver son profit en ménageant dans certains secteurs la force de travail)

4 + 2) avant de décider de militer au sein de ces organisations, il est important d'effectuer une enquête sinon on commet des erreurs de tactique facilement évitables: Elements de l'enquête:

- - - facteurs objectifs:

- historique de l'organisation (origine, fondateurs,)
- but de l'organisation

(1) secteurs productifs: lieu d'apprentissage politique efficace car c'est là que les militants peuvent de façon vécue faire une mise à nu des mécanismes fondamentaux de l'exploitation. Là aussi les travailleurs vivant rassemblés et pourront se forger l'alternative

socialiste de contrôle ouvrier.

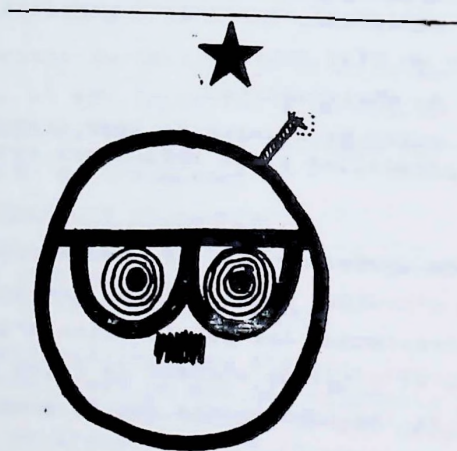
- conditions d'admission
- caractéristiques des membres
- liens ou non avec d'autres organisations revendicatives ou politiques
- structure de pouvoir de l'organisation (assemblée générale, services, exécutif, mode de participation, de décision)
- mode de financement
- projets passés, présents, futurs: échecs, réussites, existence de bilans critiques
- mode de propagande et d'information
- mode de liaison avec d'autres regroupements
- existe-il une documentation, des recherches en cours?
- y a-t-il une formation pour les membres?
- évaluation de l'implantation du groupe auprès de la population.
- - - facteurs subjectifs (par contacts personnels)
- niveau de conscience des membres
- perception et motivation des membres face aux buts poursuivis par leur organisation
- intensité du militantisme
- capacité de mobilisation
- sont-ils enfermés au sein de leur organisation ou perméables à des influences extérieures?

3) A partir de cette enquête, il sera alors possible aux militants d'évaluer politiquement ces organisations, de voir correctement les possibilités d'un travail révolutionnaire et ainsi de choisir de façon réaliste les tactiques et les instruments requis pour un tel travail.



En situant correctement les groupes défensifs (limites et potentiel), en faisant le lien entre ces dernières et les luttes effectivement politiques, en se donnant les instruments théoriques et organisationnels, il sera alors possible d'éviter à ces groupes leurs tendances actuelles de frein ou de cul-de-sac politiques. Ainsi nous pourrons préparer le terrain à un travail et une organisation réellement révolutionnaire; sans perdre LE CONTACT AVEC LES MASSES, grâce à la création de comités de base adaptés aux régions, au niveau des conscience, aux luttes envisagées, au stade d'organisation du moment.

Un militant d'un comité d'action politique d'un quartier ouvrier de Montréal.



## SUR LA LIASON INTELLECTUELS - OUVRIERS

Un des problèmes posé par le travail de quartier ou d'usine est celui de la jonction entre intellectuels -étudiants et ouvriers. Nous ne croyons pas qu'il y ait de réponse toute faite mais il nous apparaît important de poser la question et de rendre compte d'une expérience.

Ce compte-rendu a été rédigé à partir d'une entrevue et d'un texte-bilan.

### Pourquoi la coupure intellectuels-ouvriers?

Nous sommes dans une société capitaliste: c'est dire que les moyens de production, les matières premières et les produits fabriqués appartiennent à des personnes privées, les capitalistes. La propriété privée ne s'arrête pas là. Les capitalistes possèdent les produits du travail de l'ensemble des producteurs, les travailleurs salariés, parce qu'ils ont achetés la force de travail de ces travailleurs. La force de travail des ouvriers et travailleurs se vend et s'achète comme toute marchandise: l'ouvrier la vend contre un salaire et le capitaliste l'utilise, cette force, à produire ce qu'il veut sans avoir à rendre compte à personne, encore moins à l'ouvrier-producteur.

Mais le fait que les ouvriers et tous les autres salariés soient forcés de vendre leur force de travail pour vivre ne signifie pas qu'il en a été toujours ainsi. Regardons autour de nous. Il reste encore dans les vieux quartiers ou en plein coeur des centres commerciaux, des petits artisans propriétaires de leurs outils et capables d'exercer avec habileté un métier d'autrefois: modistes, cordonniers, forgerons d'art, graveurs sur bois ou cuir, etc



Il y a 20 ans, leur nombre était bien plus considérable et leurs prix plus abordables aussi.

Remontons plus loin dans le temps. Au moyen Age, à l'époque où les rois et les princes possédaient le pouvoir politique et qu'ils étaient propriétaires du sol sur lequel travaillaient les paysans. A cette époque les paysans étaient asservis par les nobles : ils étaient soumis à leur pouvoir politique et "leur justice", et ils devaient cultiver la terre des seigneurs en plus de celle sur laquelle ils vivaient eux-mêmes.

Nous ne sommes plus au Moyen-Age! A quoi peut nous servir de savoir ce qui se passait en ce temps-là?

On constate qu'aujourd'hui les gens travaillent surtout dans des usines ou des manufactures et bien moins sur la terre, dans le secteur agricole. A quoi sert de remonter au temps où la plupart des gens vivaient à la campagne et vivaient de l'agriculture sur des terres qui appartenaient aux nobles?

On constate qu'aujourd'hui le travail des ouvriers en usine et même celui des petites secrétaires demande de moins en moins d'habileté car il est de plus en plus routinier, mécanique, abrutissant et rapide. Pourquoi parler du petit cordonnier d'autrefois qui fabriquait ou réparait les souliers et les sacs -à-main? Aujourd'hui tout se fait à la machine, chaque ouvrière et chaque ouvrier fait une minuscule partie du travail, des gestes nécessaires à produire des souliers en série.

Pourquoi remonter au Moyen-Age?

Pour nous aider à comprendre d'où proviennent ces changements:

#### AU MOYEN-AGE

Les artisans et les paysans possédaient un métier complet, une habileté à l'exercer, Les artisans, de plus, possédaient leurs outils et vendaient le résultat de leur travail pour obtenir de quoi vivre. Leurs produits leur appartenait, comme leurs outils.

tout le monde apprend du nouveau et comprend les ressemblances entre le sort de salariales d'industries différentes. On revient à la discussion générale du début. La discussion porte sur le texte-manifeste et, par ricochet, sur le manifeste du F.L.Q. On essaie de voir en quoi les deux manifestes se ressemblent et en quoi ils sont différents.

Les opinions sont partagées. Les uns trouvent que le manifeste du F.L.Q. a eu un impact profitable: bon accueil fait par les ouvriers (il faut prendre conscience de la lutte des classes); les autres trouvent que ça n'apprend pas grand chose à personne et que ça n'indique pas de moyen concret pour changer la situation dénoncée. On craint que ça invite à l'action individuelle.

Le texte-manifeste ressemble beaucoup à celui du F.L.Q.: il dénonce sans donner d'indications sur ce qu'il faut faire. Pour certains il a pour effet de provoquer la discussion et la réunion des gens qui veulent travailler à changer les choses". On en vient à discuter des moyens à prendre "pour changer les choses" et à évaluer à qui profite l'action du F.L.Q. Cette discussion nous amène à dire que:

1. L'action du F.L.Q. a produit un choc, un réveil, mais n'est



commerce international: ils achetaient et revendaient à profit les épices rares, les pièces de cuir, les grains et les céréales venant de tous les pays d'Europe, d'Asie et du Nord de l'Afrique. Cette classe de marchands était utile à l'échange des produits entre les peuples. Au fur et à mesure que leurs richesses grandissaient, ils devenaient des personnages importants à l'intérieur des pays. Les nobles et les rois leur empruntaient de l'or et de l'argent.

Ce rôle de banquiers des seigneurs, les marchands étaient forcés de le jouer car les nobles avaient la loi pour eux. Il faut dire qu'à l'époque le commerce était mal vu: seul des gens avides et sans noblesse pouvaient aimer ce travail. L'église et les papes, princes du ciel sur la terre, condamnaient le négoce. Pourquoi? Les papes et les rois étaient les maîtres politiques du temps. Eux seuls possédaient le sol, les terres. Eux seuls, les nobles, avaient le droit de posséder cette grande source de richesse.

Ils voyaient donc les marchands comme des concurrents possibles. Ils faisaient donc tout pour contrecarrer leur enrichissement. En particulier, pas question de vendre la moindre partie du sol à des marchands. Ils étaient capables, tant ils étaient riches, d'en acheter beaucoup trop. Quand la source du pouvoir politique vient de la propriété du sol, pas un noble ne veut risquer de perdre son pouvoir en laissant partir ses droits exclusifs de propriété.

A cette époque, il y a donc <sup>deux</sup> sources de richesse: le sol, d'où vient toute nourriture et tout minéral le commerce des marchandises produites à partir des richesses du sol et du sous-sol.

La principale source de richesse c'est le travail des paysans sur les terres; c'est aussi le travail des artisans qui transforment le cuir, par exemple, en veste ou en souliers.

Mais, ceux qui produisent ne sont pas les maîtres. Les maîtres ce sont les nobles, propriétaires du sol qu'ils ont volé en expropriant par la force des armes ceux qui l'occupaient, bien des siècles auparavant.

Un autre groupe vit du travail des artisans et des paysans: la classe des marchands. Cette classe voudrait

bien remplacer les nobles, mais ceux-ci ont le pouvoir politique, la force des armes et de la loi pour protéger leur propriété du principal moyen de production à l'époque: le sol.

Deux classes sont en lutte pour obtenir ou conserver le pouvoir politique et maintenir ou aggrandir leur pouvoir économique. CELA SE PASSE AU MOYEN AGE !

QU'EST-CE QUE Ça vient nous apprendre?

Si on s'arrête à y penser, on s'aperçoit que la situation des marchands capitalistes s'est nettement améliorée depuis le Moyen-Age. Aujourd'hui, la classe capitaliste domine l'économie mondiale: le commerce des marchandises, la production industrielle, l'extraction des minéraux et toute la vie politique et sociale d'un grand nombre de pays, dont le Québec. Mais la classe capitaliste n'est pas la seule force mondiale. Depuis 100 ans partout dans le monde, les capitalistes sont attaqués par la classe de ceux qu'ils exploitent: la classe des travailleurs. Dans plusieurs pays les ouvriers et les paysans organisés en parti politique et armés pour se défendre, ont réussi à renverser la domination des capitalistes industriels. Dans ces pays de façon chaque fois différente mais toujours de plus en plus efficace, les ouvriers réorganisent la société pour le profit de tout le peuple.

On s'aperçoit donc que la lutte entre les classes n'est pas une invention moderne: toutes les sociétés jusqu'ici ont été des sociétés de classe. La lutte entre ces classes à jusqu'ici eu pour enjeu le contrôle du pouvoir politique et économique. Jusqu'ici cette lutte s'est faite sur le dos des petits: on a remplacé un maître par un autre, les nobles du Moyen-Age par les capitalistes industriels d'aujourd'hui. Est-ce que la lutte de la classe ouvrière contre la domination politique, économique, sociale et culturelle des capitalistes sera la lutte d'un petit groupe sur le dos du peuple?

Non. Pourquoi? parce qu'aujourd'hui c'est tout le peuple qui est écrasé par les capitalistes. La domination et l'oppression par les capitalistes s'étend à tous les domaines et à tous les travailleurs. L'intérêt privé des capitalistes s'oppose aux intérêts des techniciens



comme des chômeurs, également. Les privilèges anciens des médecins et des ingénieurs tombent devant les exigences de rentabilité des capitalistes: l'état capitaliste transforme tous et chacun en salariés.

Nous sommes loin du Moyen -Age.

Les questions du début sont toujours sans réponse.

Comment les capitalistes ont-ils pu remplacer les nobles si ces derniers refusaient de leur céder un pouce de sol?

Eh bien! les capitalistes ont fait jouer leur force. Leur force c'était l'or. Cet or ramassé peu à peu au cours des siècles devenait indispensable aux seigneurs pour faire et gagner les guerres qu'ils se faisaient les uns, les autres. Ils ont exigés des princes de leur accorder des petits territoires où ils pourraient commercer sans payer de droits ni de redevances à quiconque. Sur ces territoires "libérés" du droit seigneurial, les marchands capitalistes pouvaient aussi se livrer à d'autres activités. Par exemple, produire ou faire produire des biens nécessaires et, bien sûr, profitables à vendre.

Quoi? les capitalistes se sont mis eux-mêmes à travailler?

Pas eux. Ceux qu'ils avaient "libérés". Le territoire accordé aux marchands capitalistes renfermait une population de paysans et d'artisans. Ces paysans étaient auparavant "attachés" au sol, ils devaient y vivre et mourir. Une fois devenu "bourg" (c'est le nom du territoire où le droit du seigneur s'arrêtait) le territoire fournissait aux capitalistes marchands une nouvelle marchandise qui leur avait été jusque-là interdite parce qu'elle n'existait pas encore: cette marchandise c'est la force de travail de ces anciens paysans devenus "travailleurs libres", libres du sol.

Les artisans eux, n'étaient pas "attachés" au sol mais ils étaient regroupés en corporations de métiers. Les règlements de ces corporations interdisaient aux capitalistes d'engager des hommes de métiers. Dès l'instant où les capitalistes marchands ont eu le contrôle de petits morceaux de territoire sur lequel le droit du seigneur ne pouvait s'exercer, les règlements des corporations eux-mêmes n'avaient pas force. Les capitalistes ont donc pu engager à leur profit la force de travail des artisans.

Mais la force de travail des artisans et celle des paysans n'était pas d'égale valeur. Pensez donc! Les paysans expropriés de leur lieu et de leurs outils de travail ne pouvaient s'offrir à faire des meubles, ni des objets de cuir travaillé. Premièrement parce seuls les membres de la corporation des menuisiers du meuble ou du cuir avaient droit de fabriquer ces objets. Deuxièmement, parce ses habilités à cultiver le sol, à prévoir le temps favorable à la récolte, à semer à soigner ses quelques animaux le paysan ne trouvait plus à les mettre en valeur.

Pensons au fils de cultivateur ou au fermier du Québec qui doivent quitter leurs terres à la suite d'une expropriation (Ste scholastique): ils deviennent pour la plupart des salariés en quête d'emploi. Ils viennent grossir le flot des chômeurs des villes, ils doivent subir l'inutile "recyclage" qui en fera des chômeurs un peu "mieux instruits". Mais toujours chômeurs.

Au moyen-âge les capitalistes ne contrôlaient pas encore l'Etat, et la production ne demandait pas encore un grand nombre de travailleurs qualifiés: pas d'écoles d'apprentissages ni de recyclage.

Les paysans libérés de leur asservissement au travail du sol, incapables de mettre en valeur leurs vieilles habilités, devenaient la main-d'oeuvre toute désignée pour accomplir les tâches de manoeuvres où leur endurance physique, acquise, pouvait servir.

L'expropriation des paysans par les capitalistes au cours et à la fin du Moyen-Age à donc eu pour effet de former une nouvelle classe: celle des "travailleurs libres" qui n'ont plus rien à vendre d'autre que leur force de travail. Cet effet est important mais on peut se demander pourquoi était-il nécessaire aux capitalistes? Les capitalistes marchands contrôlaient déjà le commerce et ils savaient tirer profit de l'échange des marchandises au point d'accumuler un capital argent considérable.

Mais les capitalistes savaient bien que la vraie source des richesses c'était le travail des producteurs directs. Il s'agissait pour eux de cesser d'être seulement des intermédiaires entre les producteurs, les artisans et les paysans ou leurs seigneurs. S'ils devenaient eux mêmes producteurs, ou mieux organisateurs de la production, leurs richesses s'étendraient encore.

Bien sûr, ce n'était pas un plan préconçu par des capitalistes



magiciens. L'intérêt d'accumuler le maximum et l'expérience du commerce ont joués pendant des siècles leur rôle de moteur et moyen d'apprentissage. Plus les capitaux en or et argent se sont accumulés entre leurs mains, plus ce rêve de contrôler toutes les étapes de la production des marchandises ainsi que les marchandises elles-mêmes est devenu prêt de se réaliser.

Mais pour cesser d'être des intermédiaires entre les producteurs, pour devenir eux-mêmes les producteurs de leurs propres marchandises, il fallait déposséder totalement les producteurs de l'époque: les paysans et les artisans. Il fallait les déposséder de leurs outils mais aussi de leur volonté de faire tel produit plutôt que tel autre. Il fallait transformer les anciens producteurs individuels, en une marchandise comme les autres: qu'on peut acheter et "user" à son gré. Pas question pour autant d'enchaîner les paysans comme des esclaves. Ce qu'il s'agissait d'obtenir c'est le droit d'user de la force de travail des paysans et des artisans, jusque là enchaînés au travail sur le sol et aux vieilles méthodes des corporations de métier. En revendiquant la liberté de commerce et le droit bourgeois de passer un contrat entre les "travailleurs libres" et eux, les capitalistes revendiquaient LEUR droit de soumettre à LEUR volonté l'organisation de la production. Ce droit ils le revendiquaient et réussissaient à l'arracher aux nobles. C'était une étape de leur lutte en vue de remplacer la noblesse dominante.

Mais en même temps, la création d'une nouvelle classe de "travailleurs libres" de tous liens avec leurs outils et le sol était le point de départ de cette lutte que la classe ouvrière livre aujourd'hui contre les capitalistes. On voit donc que pendant qu'une lutte se livre, une autre se prépare.

Le droit de passer contrat avec un capitaliste était un progrès pour les paysans rattachés toute leur vie à la terre des seigneurs. Sans droits les paysans étaient soumis à l'arbitraire des seigneurs, mais ils avaient une jouissance de leur métier. Avec leur libération du servage féodal (forme sociale de la domination des nobles) les paysans obtiennent le droit de se louer à de nouveaux maîtres, les capitalistes marchands devenus manufacturiers.

Ces changements se produisent lentement et il ne faut pas s'imaginer que les capitalistes marchands sont deve-

nus manufacturiers du jour au lendemain.

De la même façon il faut voir que les paysans et les artisans n'ont pas tous, du jour au lendemain, été les salariés du Capital.

Dans ce qui précède, résumons ce qui nous servira à comprendre comment le mode de production nouveau, le capitalisme a nécessairement conduit à une coupure entre ceux qui travaillent à la production et ceux qui ont comme profession de "penser".

a) En libérant les paysans du travail de la terre les capitalistes les séparent de leurs outils et les empêchent de produire leurs propres marchandises. Les paysans n'ayant rien à vendre, rien à échanger avec les autres producteurs, doivent offrir la seule marchandise qu'il leur reste, leur force de travail. En vendant leur force de travail contre un salaire, les nouveaux "travailleurs libres" perdent tout droit sur le produit de leur travail. Ce produit appartient à ce capitaliste qui avait suffisamment d'argent pour

les engager.

b) Le paysan perd aussi le contrôle de son travail. C'est maintenant le capitaliste qui décide quoi et comment produire.

Exproprié de ses moyens de production, le paysan perd le contrôle des techniques; son travail complexe d'autrefois devient une tâche répétitive entre des dizaines d'autres tâches nécessaires à produire une pièce de drap ou une bouteille de verre.

L'expropriation des paysans par les capitalistes au cours et à la fin du Moyen-Age jette sur le marché des marchandises un nombre de plus en plus grand de travailleurs dont la force de travail devenue "libre" doit se vendre. Les anciens paysans se voient dévalorisés. Leur habileté à tirer du sol la nourriture dont ils avaient besoin pour vivre et pour échanger, n'est plus en demande. Inutilisables.

c) Il prend des années à produire un bon paysan, habile et capable d'accomplir les divers



travaux des champs. L'apprentissage des hommes de métiers durait des dizaines d'années sous la surveillance du maître d'atelier. Ces artisans fiers et habiles à fabriquer un produit complet, prêt à vendre maîtrisent toutes les étapes et tous les procédés de fabrication. Avant d'être productif artisans et paysans doivent se former dans la pratique sous la surveillance de ceux qui connaissent bien tous les secrets du métier tous les signes de la vie des champs.

En réorganisant la production les capitalistes visent à produire le plus possible de nouveaux produits, le plus vite possible. Si le temps d'apprentissage peut être réduit au minimum on pourra faire appel à une main-d'œuvre peu qualifiée, plus jeune et plus nombreuse. Le meilleur moyen pour arriver à ce but c'est de diviser le travail de manière à ce que chacun des travailleurs n'ait plus qu'une petite tâche, facile à apprendre et à exécuter.

Réorganiser la division du travail voulait dire le chambardement des méthodes et des privilèges des corporations de métier. Les artisans étaient conscients de leur valeur; pas question de se "laisser voler du travail" par des nouveaux venus qui ne savaient rien. Comme ils restaient possesseurs de leurs outils les artisans pouvaient tenir TÊTE à ces nouveaux maîtres de la production. Mais une fois réunis en atelier sous la direction des capitalistes, les artisans ont dû accepter certaines accommodations. Au début chaque artisan faisait le travail de son métier. Par exemple, dans un atelier où l'on fabriquait un carrosse, les artisans du cuir fabriquaient les sangles tandis que les menuisiers fabriquaient les roues etc. Chacun préservait le contrôle du travail pour lequel il était spécialisé.

Petit à petit, à l'occasion d'une commande urgente par exemple, les artisans de chaque métier acceptaient de suivre les indications du capitaliste pour se diviser les tâches.

Le capitaliste arrivait alors à éliminer des étapes en

combinant ou en divisant les tâches de façon à accélérer la production: pour le même salaire les artisans produisaient donc davantage. Les cadences accélérées des industries modernes sont l'aboutissement d'une division du travail de plus en plus spécialisée et de l'usage de machines habiles et rapides.

De la même façon qu'aujourd'hui la division spécialisée des moindres petites tâches suppose des outils spécialisés, de même la division du travail à l'époque des ateliers sous domination capitaliste n'était pensable que parce que des siècles d'expérience avait permis aux artisans de fabriquer à leur usage des outils de plus en plus efficaces. Ces outils étaient le résultat de leur ingéniosité. Ces outils, de formes diverses, servaient à exécuter chacune des tâches de la série nécessaire à produire une bonne roue de carrosse, par exemple, ou un paire de belles bottes en cuir. Les artisans de chaque métier possédaient le secret de fabrication à la fois du produit et des outils nécessaires. De plus ils connaissaient la façon de procéder pour que le résultat de chaque étape de la fabrication se raccroche logiquement à la suivante: ils pensaient leur travail autant qu'ils l'accomplissaient physiquement. Pas de séparation entre la réflexion et l'exécution. (Cette remarque vaut aussi bien pour les paysans, qui fabriquaient une partie des outils nécessaires à la culture, et "connaissaient" leur travail.)

Dès l'instant où par le pouvoir économique de l'or accumulé, les capitalistes peuvent accaparer la fabrication des outils, ou simplement leur possession, ils pourront diviser le travail de l'atelier selon leur volonté. Par la possession des outils et l'achat de la force de travail des "travailleurs libres", le capitaliste du début



de la période de la manufacture peut réorganiser la production selon sa volonté. Il distribuera, entre les travailleurs salarié, toutes les petites tâches nécessaires à réaliser soit une montre, soit de la vaisselle soit des aiguilles. Mais le nouveau travailleur n'aura plus besoin de connaître les techniques de l'ensemble du produit: une connaissance partielle de la tâche parcellaire qu'il exécute suffira à faire de lui un rouage productif dans le grand tout des travailleurs de la manufacture.

On voit par ce qui précède, que la réorganisation du travail par les capitalistes à l'intérieur de la manufacture à pour effet de spécialiser le travail de chaque ouvrier, de les restreindre à des tâches d'exécution qui demandent peu ou pas d'apprentissage; la priorité des capitalistes manufacturiers c'est de produire le maximum de biens, le plus vite possible et au plus bas prix. En redivisant le travail de façon à faire exécuter simultanément toutes les tâches qui entrent dans la fabrication d'un produit (un soulier) par des travailleurs différents, on réussit à produire un plus grand nombre d'exemplaires de ce produit, dans une heure, que ne pouvait produire un groupe d'artisans qui fabriqueraient, chacun, le produit en son entier.

Ainsi donc, le premier but du capitaliste se réalise: il pourra posséder et vendre un plus grand nombre de marchandises. Comme il peut accélérer le rythme de production en divisant davantage les tâches il pourra engager un nombre plus grand d'ouvriers pour produire encore plus. La force de travail des ouvriers qui accompliront ces tâches de plus en plus fragmentées, coûtera le strict nécessaire puisque les frais d'apprentissage sont réduits au minimum. Les capitalistes engageront des enfants et des femmes à des prix ridicules: une famille ouvrière de huit personnes gagnera à peine de quoi payer ce qu'il faut pour ne pas crever de faim ou de froid.

On assiste donc à un abaissement progressif de l'habileté technique et du niveau intellectuel des travailleurs. C'est à cette seule condition que les capitalistes pourront réduire les coûts de la main-d'oeuvre. En abaissant le coût de la main-d'oeuvre les capitalistes augmentent leurs profits; ces profits qui serviront à écraser encore plus la classe des travailleurs.

En effet, la production manufacturière avait un inconvénient majeur: le rythme de production dépendait de la rapidité et de la docilité des ouvriers. Si les ouvriers rechignaient et décidaient de ralentir leur rythme de travail, la quantité de marchandise produite diminuait, donc les profits aussi.

Il fallait donc surveiller ces travailleurs, donner des petites primes à certains leur donner un salaire inégal pour la même tâche afin de les diviser entre eux, etc.

Avec les progrès techniques et le perfectionnement des machines il devint possible de fabriquer des machines capables de fabriquer d'autres machines. Les nouvelles machines-outils appartiennent aux capitalistes, seuls possesseurs des richesses qui proviennent du travail collectif des travailleurs. Quand ces nouvelles machines seront à l'oeuvre quand ces nouvelles machines-à-vapeur ou mécaniques imposeront leur rythme et leur habileté aux ouvriers réunis dans l'usine nouvelle, chacun des ouvriers sera dispensé de penser: il devra ajuster son rythme à celui décidé par le capitaliste et transmis par la machine.

Sous la domination capitaliste, les artisans et les paysans ont été dépossédés par la force de leurs outils, de leurs connaissances et de leur habileté. Les capitalistes ont réduits les "travailleurs libres" à l'esclavage d'une tâche répétitive. Ces artisans et ces paysans autrefois enchaînés au sol ou à des méthodes de production peu rapides et complexes, ont été enchaînés à une tâche routinière dans la manufacture des capitalistes.

Au fur et à mesure que le contrôle de l'économie des pays d'Europe et le commerce mondial est passé à la classe capitaliste montante, le développement de la production et des échanges a nécessité le perfectionnement des machines et des techniques de production ou de transport.

Or, la classe des vrais et des seuls producteurs était réduite à un état de faiblesse intellectuelle qui empêchait ses membres



de remplir cette fonction que les artisans du Moyen-Age avaient toujours accomplis: la recherche et l'amélioration des méthodes. Les capitalistes qui s'étaient emparés du fruit des traditions artisanales vont continuer sur la même voie en s'appropriant les résultats techniques que l'existence de la production manufacturière et l'existence d'un certain nombre d'expériences scientifiques, ont permis d'obtenir.

La tâche mécanique des ouvriers de la manufacture demande un minimum de savoir-faire. Construire de nouvelles machines où inventer un nouveau procédé de fabrication suppose plus qu'une habileté minimale. Pourtant, aucune invention technique ni aucune connaissance scientifique ne peut naître sans que d'abord n'existe la production matérielle des marchandises. Or, l'on voit bien que cette production matérielle repose sur le travail de la classe ouvrière. La condition de toute production de connaissances technique et scientifique, en système capitaliste, c'est l'abrutissement et l'exploitation de cette classe.

18<sup>ème</sup> siècle Les capitalistes, avec l'argent qu'ils tirent de l'exploitation de la force de travail de la classe ouvrière, achètent le concours des artisans ou des savants qui fabriquent ou inventent pour eux les machines nouvelles destinées à augmenter la production: donc, le rythme du travail, la division du travail, et l'abaissement du niveau intellectuel et de l'habileté des ouvriers.

On voit que ce qui avait commencé par être une séparation du travailleur et de ses outils, devient un partage social entre le travail d'exécution et le travail intellectuel. Les capitalistes n'ont pas besoin d'employer des travailleurs qualifiés qui pourraient vouloir leur tenir tête: ils abrutissent le plus grand nombre dans leurs manufactures tandis qu'ils achètent le produit du travail de réflexion et de l'habileté de quelques individus.

La division du travail à l'intérieur de la manufacture a aussi pour conséquence de former des groupes d'ouvriers, qui se distinguent entre eux selon le salaire ou selon la tâche. Cette séparation dans l'usine entre les ouvriers mieux payés et ceux qui le sont moins, entre les ouvriers producteurs et ceux qui les surveillent, se manifeste hors de l'usine et transforme la composition de la société. La division du travail dans l'usine est à l'origine de la division et la lutte que vivent les travailleurs dans leur vie de tous les jours.

Si l'on revient à la coupure entre les travailleurs manuels et les savants du temps de la manufacture on doit admettre que les deux groupes sociaux étaient le produit, dans la vie sociale, de la division du travail à l'intérieur de ce lieu de production.

Nous avons suffisamment parlé de la façon dont s'est produite la séparation entre le travail de réflexion et le travail d'exécution de tâches partielles. Revenons à l'époque actuelle, et tâchons de voir ce qu'il y a de neuf et de semblable à l'état de la société durant la période manufacturière.

Nous constatons d'abord que les capitalistes ont partout renversé les rois, ou bien se sont emparés des territoires libres (Amérique) pour y écraser les anciennes populations et y établir leur contrôle politique et économique. Au Québec, par exemple, les capitalistes possèdent et exploitent les mines, les forêts, les voies d'eau, les usines et les vieilles manufactures. Ils possèdent le sol sur lequel ils bâtissent les énormes édifices où la comptabilité et l'administration de leurs profits occupent un nombre de plus en plus grand de salariées et salariés.

Les ouvriers qui ont du travail comme ceux qui chôment sont en apparence plus instruits que les générations d'ouvriers et de travailleurs précédentes. De plus en plus de gens instruits chôment.



Le nombre de petits producteurs individuels, possesseurs de leurs outils et de leurs moyens de produire s'est réduit au point qu'ils sont une exception: chaque jour un nombre encore plus grand de personnes devient le travailleur salarié des capitalistes industriels ou des capitalistes commerçants ou des capitalistes financiers.

Ceux qui prétendent échapper aux griffes du capitalisme en devenant fonctionnaires de l'Etat ou employés de l'école et des Universités, sont de toute façon les employés salariés de l'Etat capitaliste. Directement salariés par l'Etat et indirectement au service du Capital.

En effet, l'Etat s'est développé de façon de plus en plus large au fur et à mesure que les capitalistes ont eu besoin de faire accomplir et payer par les taxes du peuple un certain nombre de tâches nécessaires mais non rentables.

La construction des routes et des ponts pour faire circuler les marchandises. La police et l'armée pour contrôler le peuple en colère et réprimer les ouvriers en grève; la police pour garantir la propriété privée; les armées pour prendre possession de nouveaux territoires riches en matière première et en populations faciles à exploiter.

Surtout, pour ce qui nous intéresse ici, l'établissement d'un système d'écoles et d'Universités qui assure la formation d'une main-d'oeuvre sachant faire son travail sans poser trop de question un système qui forme aussi les savants nécessaires pour améliorer les techniques de production, donc, le profit.

Regardons-y de plus près.

En apparence les ouvriers sont plus instruits qu'autrefois. Comment cela se fait-il?

Quand les capitalistes ont eu besoin d'une main-d'oeuvre capable de lire les fiches expliquant le fonctionnement des nouvelles machines ou de surveillants capables de noter les quantités de marchandises fabriquées à la minute, ils ont fait en sorte que l'Etat institue l'école obligatoire pour tous. Dans cette école on apprend à lire, à compter et à écrire juste ce qu'il fallait pour devenir d'utiles salariés du Capital. C'était bien sûr un

progrès. Mais il faut bien comprendre que ce progrès n'était pas le fruit de la grandeur d'âme ni de la générosité du capitaliste: ce progrès était rendu nécessaire par le développement des forces productives sociales. Le développement de plus en plus large de la production matérielle des marchandises nécessitait l'emploi de techniques et de machines de plus en plus perfectionnées. Donc il fallait qu'un certain nombre de personnes soit entraînées à les faire fonctionner, les construire ou les réparer. L'école obligatoire pour tous permettait de répondre à un

de ces besoins. L'apprentissage à l'usine même permettait de repérer les ouvriers les plus habiles et de les orienter vers les tâches qui leur convenaient le mieux et qu'il fallait remplir pour continuer d'accroître la production. Les savants continuaient de faire bande à part: c'était d'ailleurs des gens qui possédaient soit des revenus personnels soit des appuis familiaux. Il faut bien voir que les savants ne pouvaient l'être que parce que leur situation financière leur laissait le loisir de se livrer à des expériences et des observations qu'ils n'auraient pas pu accomplir s'ils avaient été enchaînés dans l'usine des capitalistes.

Mais plus on avance dans le temps, milieu 19ème siècle, plus les capitalistes font appel aux inventions de savants qui ne sont pas nécessairement des amateurs riches. De plus en plus les chercheurs ont besoin de tirer leur subsistance d'un travail salarié. Pas question pour eux d'appliquer eux-mêmes les résultats de leurs découvertes: il faut les proposer aux capitalistes directement ou bien en enregistrant l'invention au bureau national des brevets du pays où l'on vit. Cette banque d'invention a le grand intérêt de centraliser les connaissances techniques produites et de les rendre accessibles à des capitalistes entrepreneurs. peut-on parler de liberté d'entreprise quand seuls quelques banquiers ou des industriels déjà riches du vol commis dans l'usine, sont capables de payer la réalisation du développement industriel.



Au fur et à mesure que la grande industrie de la fin du 19<sup>ème</sup> siècle et du début du 20<sup>ème</sup> a eu besoin de techniciens d'ingénieurs, de comptables et de chercheurs scientifiques en quantité massive pour soutenir le rythme et l'extension de la production des biens matériels; au fur et à mesure que les fils d'anciens nobles et d'industriels n'ont plus été suffisamment nombreux pour occuper ces fonctions importantes et payantes; la classe capitaliste est allée recruter ses auxiliaires parmi les fils d'ouvriers les plus compétents. L'origine de classe des intellectuels a donc changé et la fonction de l'école et des universités est devenu de plus en plus celle de reproduire dans l'esprit et les comportements des étudiants, les valeurs, les désirs et la façon capitaliste d'expliquer et de comprendre le monde. En plus d'un savoir-faire technique indispensable à l'exécution des tâches de recherche, d'administration, de fabrication de nouvelles machines, les fils d'ouvriers admis à l'intérieur des hautes-écoles et des facultés ont été soumis à ce lavage de cerveau indispensable pour leur faire oublier leur origine ouvrière et les intérêts communs des salariés producteurs et intellectuels.

Les fils d'ouvriers devenus travailleurs intellectuels sont devenus les auxiliaires des capitalistes et leurs employés. Les capitalistes faisaient d'une pierre deux coups: ils domestiquaient la science à leur unique service et ils divisaient les membres les plus instruits de la classe ouvrière d'avec la masse ouvrière. L'appareil scolaire est donc progressivement devenu très important pour la domination de la classe capitaliste. Il l'est devenue aussi pour la classe ouvrière: c'est un des lieux où les alliés de la classe ouvrière, doivent et peuvent entreprendre la lutte contre la classe capitaliste. Nous y reviendrons.

Donc seuls les capitalistes tirent vraiment profit du développement des connaissances technique et scientifiques: ils contrôlent leur utilisation dans l'industrie et choisissent parmi les découvertes celles qui sont "rentables" pour eux.

Même l'école obligatoire ne sert qu'à former un nombre suffisant de salariés possédant le minimum de connaissances et capables d'obéir aux ordres du capitaliste: c'est à l'école que les jeunes fils d'ouvriers apprennent à respecter l'auto-

rité de ceux qui représentent l'ordre et à admirer ceux qui ont réussi à devenir riches. En plus de fournir un mince bagage de savoir-faire, l'école a pour but de former l'esprit des enfants selon un modèle utile au maintien du pouvoir de ceux qui contrôlent la société.

En ce sens, les professeurs et les enseignants du 19<sup>ème</sup> siècle et ceux d'aujourd'hui deviennent les auxiliaires des capitalistes. Ils peuvent refuser de jouer ce rôle ou s'y soumettre, mais de toute façon ils sont forcés pour vivre de vendre leur force de travail aux organismes de l'Etat capitaliste. Comme les savants qui poursuivent des recherches en chimie en physique ou en mathématique, les intellectuels qui exercent le métier de professeurs doivent accomplir la tâche sociale que la société capitaliste leur impose. Est-ce que cela signifie que les savants et les professeurs, ou les étudiants sont tous des alliés convaincus des capitalistes? Non. De plus en plus d'intellectuels et de travailleurs sont conscients qu'ils sont exploités par les mêmes maîtres. De plus en plus de savants et de salariés s'aperçoivent que les capitalistes freinent le progrès et l'amélioration des conditions de vie du peuple, pour continuer de faire de l'argent avec les anciennes techniques. (Les monopoles de l'acier et du pétrole ont tout fait pour étouffer la recherche en vue de réaliser des automobiles électriques.)

Les intellectuels d'aujourd'hui ne sont pas les premiers à reconnaître les effets néfastes du capitalisme. Au 18<sup>ème</sup> siècle et au 19<sup>ème</sup> siècle, un nombre de plus en plus considérable de savants ou de penseurs ont dénoncés les capitalistes et ont appuyés les ouvriers en lutte. Le mouvement ouvrier international actuel, le syndicalisme et les partis politiques ouvriers communistes, sont le résultat de la lutte commune des ouvriers et des intellectuels progressistes de cette époque. La lutte commune des ouvriers et des intellectuels progressistes au 19<sup>ème</sup> siècle, en France en Allemagne et en Angleterre comme en Russie a donc créé les outils de libération qui ont pu servir à la victoire des ouvriers en Russie, puis en Chine. Ces outils de libérations sont doubles d'une part les connaissances théoriques et d'autre part les organisations de lutte politique et économiques des travailleurs. Mais comment faire pour acquérir ces connaissances théoriques si les travailleurs en général n'apprennent que le minimum nécessaire à leur spécialité? Quelles connaissances les travailleurs doivent-ils acquérir pour s'organiser efficacement



et mener des luttes politiques victorieuses contre les capitalistes?

Pour quoi la jonction entre les ouvriers et les intellectuels est-elle nécessaire et possible?

Premièrement pourquoi est-elle possible?

Parce que la situation des intellectuels face aux capitalistes est de même nature que celle des ouvriers. L'exploitation capitaliste et son oppression les touche également. Tous les deux sont des salariés du capital. Tous les deux sont soumis à sa loi économique, à son contrôle policier et à sa domination politique. Les intellectuels comme les ouvriers se font laver le cerveau dès l'enfance, puis à l'école et à travers les médias. La domination des capitalistes se manifeste différemment, bien sûr, à l'école et à l'usine. Mais tous deux, ouvrier et intellectuel, ont intérêt à se libérer de la domination du même maître. Bien sûr, plusieurs ouvriers comme plusieurs intellectuels sont satisfaits de leur sort. Les mieux payés et les plus exploités sont difficilement capables de voir comment et pourquoi ils auraient avantage à lutter contre la classe capitaliste, mais plus le capitalisme étend son emprise, plus il augmente son pouvoir, plus le sort des salariés se détériore. La nécessité de la lutte et la nécessité de renverser les capitalistes se fait sentir. Mais chaque fois la même question revient: que faire?

C'est pour répondre à cette question que la jonction entre intellectuels et ouvriers est nécessaire.

Comme on l'a vu, précédemment, la domination des capitalistes sur l'économie et leur contrôle de la vie sociale, culturelle et politique prend sa base dans l'exploitation de la classe ouvrière. Cette exploitation de la classe ouvrière se manifeste, entre autre, par l'abaissement du niveau intellectuel de la plupart des travailleurs. Chacun est formé juste assez pour remplir sa tâche et la remplir selon le modèle exigé par les capitalistes qui achètent sa force de travail. On a beau former un technicien en électronique très calé, il n'est pas question pour autant de

lui donner une formation théorique générale. Si le technicien en électronique savait les lois générales qui expliquent l'origine du pouvoir et du développement de la société capitaliste, il serait bien moins docile et bien moins crédule devant les déclarations ou les exigences de son patron. Si ce même technicien savait, de plus, comment faire pour cesser de subir l'exploitation du capitaliste, comment faire pour remplacer la domination de l'intérêt privé par une société où la collectivité des travailleurs se partageraient tous les fruits de leur travail, dans un tel cas, il est probable qu'un plus grand nombre de travailleurs s'attelleraient à la tâche d'organiser la lutte politique contre les exploiteurs actuels.

Mais voilà, le problème c'est que le système scolaire a pour but de consolider l'emprise des valeurs capitalistes et non pas de fournir aux étudiants les armes intellectuelles capables de les conduire au renversement du pouvoir des accapareurs capitalistes.

Pourtant ces connaissances théoriques existent: Marx, Engels puis Lénine et Mao-Tsé-Toung en étroite liaison avec la lutte des masses d'ouvriers et de paysans ont jeté les bases et mis en pratique les enseignements de deux sciences: le matérialisme historique qui explique comment se forment et se transforment les sociétés; en particulier comment le capitalisme s'est installé et sera remplacé par une société où la production sociale cessera d'être accaparée par une classe de profiteurs.

: le matérialisme dialectique, qui montre comment se produisent toutes les connaissances.

Ces connaissances existent, mais vu leur danger pour la classe capitaliste on ne les enseigne pas. Ou bien on les enseigne de façon tellement déformés, et ceux qui les enseignent sont eux-mêmes tellement incapables de s'en servir pour transformer l'ordre actuel des choses, que leur transmission devient inoffensive.

De plus, comme les seuls à pouvoir accéder à ces connaissances sont des intellectuels ou des étudiants qui fréquentent les facultés universitaires et qui n'ont pas de contacts avec les autres couches de la population, le danger n'est pas trop grand. D'ailleurs s'il le faut on saisira les livres dangereux et l'on emprisonnera les lecteurs.

Mais ce n'est pas si facile d'empêcher les gens vraiment décidés de lire et d'étudier ensemble.



Surtout quand ces hommes et ces femmes ,de toute origine, ont compris que la seule façon de transformer la société capitaliste c'est de s'organiser pour transmettre les connaissances politiques et économiques à un nombre de plus en plus grand de travailleurs décidés à mener une lutte radicale contre les effets et les causes de l'exploitation capitaliste.

Au Québec,nous sommes de plus en plus nombreux à comprendre que la lutte des ouvriers et des intellectuels des fermiers et des employés de bureau ,se fait contre le même adversaire.Nous sommes de plus en plus nombreux à voir que la jonction entre les travailleurs qui font principalement un travail manuel et ceux qui font principalement un travail intellectuel n'est que la réunion des membres d'une même classe d'exploités .

Bien sûr les intellectuels salariés sont en position d'apporter au sein de l'organisation commune une contribution particulière puisque leur position dans la production leur a donné l'habitude du travail d'étude Mais il ne faut pas oublier qu'un certain nombre d'ouvriers d'usine se sont déjà mis à la tâche d'étude,qu'un certain nombre de salariés de divers secteurs de la production ou des services ont aussi fait de même.Partout cependant le rôle des intellectuels est essentiel au développement de l'organisation de la lutte politique des travailleurs: contacter ceux qui à l'usine ,dans les quartiers et les bureaux sont les plus conscients de la lutte politique à organiser; travailler en commun à se donner une formation théorique afin de rendre le plus grand nombre de travailleurs conscients et capables d'organiser eux-mêmes le regroupement d'autres travailleurs dans chaque milieu: les usines,les bureaux,les quartiers et le monde agricole.

Le regroupement des travailleurs à l'étape actuelle a pour but d'amorcer dans tous les milieux une organisation effective de la formation de militants capables de penser la révolution à faire et capables de l'entreprendre en commençant par le début.

Si l'on veut renverser la société capitaliste c'est ,entre autres choses, pour remplacer la division du travail et l'organisation sociale capitaliste par une société nouvelle.De la même façon que pour abattre la domination de la classe capitaliste il faut regrouper et organiser la lutte de toutes les couches sociales à l'intérieur d'un organisme politique dirigé par les véritables producteurs,les travail-

leurs de la production;pour la même raison nous devons dès maintenant travailler à combler le fossé que les capitalistes s'acharnent à maintenir entre ceux qui connaissent et ceux qui ne connaissent pas ,entre ceux pour qui la réflexion est une tâche habituelle et ceux pour lesquels elle est pénible et rare. La jonction dès maintenant entre les travailleurs de la production et les travailleurs intellectuels peut seule rompre l'isolement et l'inefficacité politique des luttes menées par les étudiants et les intellectuels en milieu scolaire et articuler ces luttes à celles du mouvement ouvrier qui commence à dessiner un projet politique.(CCMCSN) (FRAP ET CAP)

La jonction entre intellectuels et ouvriers ,dès maintenant ,en vue d'acquérir les outils théoriques du socialisme scientifique peut seule jeter les bases d'une organisation politique véritablement capable de mener la lutte pour le renversement de la classe capitaliste et l'établissement d'une société où les travailleurs cesseront d'être des moitiés d'hommes écrasés par des maîtres profiteurs. En organisant dès maintenant la formation théorique commune des ouvriers et des intellectuels ,en partageant ensemble le travail d'analyse politique de la société québécoise,en partageant ensemble la tâche d'organiser les luttes dénonciatrices en milieu de quartier,d'usine et scolaire nous abolirons progressivement les barrières que les capitalistes avaient construites et continueront de dresser ,par la division du travail, entre nous.

Si nous avons d'abord rendu possible l'amorce de la lutte ,de la formation et de l'organisation commune des travailleurs de la production et des travailleurs intellectuels il nous sera facile de comprendre nous-même et d'expliquer à d'autres que le fait,par exemple, de quitter l'université pour échapper "au système" et d'aller travailler en usine "pour être plus près des ouvriers et mieux aptes à lutter contre les capitalistes", c'est ne pas voir qu'on n'échappe pas à l'emprise capitaliste en changeant de lieu et que l'habileté des étudiants à faire un travail intellectuel peut davantage servir à la lutte de libération de la classe des travailleurs -producteurs que leur abrutissement à l'usine.Ca ne signifie pas



pour autant que le fait de travailler en usine rend impossible l'acquisition des connaissances et la lucidité politique. Plusieurs ouvriers en démontrent la possibilité.

Ce qu'il s'agit de voir c'est que les forces intellectuelles qui travaillent à la préparation de la lutte politique de la classe ouvrière sont encore bien faibles et que toutes les énergies intellectuelles disponibles en milieu intellectuel et ouvrier doivent se consacrer au plus tôt à la consolidation et au développement de cette lutte. Or la nécessité de recruter et de former un nombre de plus en plus grand de militants capables de penser et d'entreprendre et d'organiser la lutte de classe n'est plus à démontrer.

Vu l'importance de l'appareil scolaire comme lieu où se déforment l'esprit des fils d'ouvriers comme lieu où l'on acquiert l'habitude du travail de réflexion

comme lieu où l'Etat capitaliste réprime de plus en plus les intellectuels progressistes qui le contestent il est donc essentiel que les étudiants progressistes et les militants travaillent à organiser là le recrutement, la formation marxiste-léniniste et l'organisation des luttes idéologiques permettant à la fois de montrer que le savoir et l'Ecole ne sont pas neutres, et que les pseudo-sciences qu'on y enseigne sont un amas confus de notions destinées à transmettre l'image et les comportements de soumission que le système de production capitaliste attend de ses esclaves modernes.

Montrer, enfin que les revendications démocratiques des étudiants et des professeurs à l'intérieur des Cegeps et de l'université ne peuvent avoir d'aboutissement ni de sens s'ils ne sont pas reliées à la lutte des ouvriers et des travailleurs de la production en vue de renverser le capitalisme. Organiser des luttes démocratiques permettant de sensibiliser le plus grand nombre à la répression du pouvoir de l'Etat capitaliste qui dirige l'appareil scolaire et de montrer par le fait même que l'idée de l'Etat neutre n'est qu'une illusion que les capitalistes entretiennent pour faire oublier la nécessité de s'organiser politiquement.

## DE LA LUTTE EN MILIEU SCOLAIRE

La tâche de prise de contact et de formation conjointe des intellectuels et des ouvriers ne doit pas faire oublier aux intellectuels ni aux ouvriers que la lutte à mener contre les capitalistes doit se faire dans tous les secteurs où l'exploitation de la classe ouvrière par la classe capitaliste se manifeste.

Le milieu scolaire et universitaire est le terrain tout désigné pour recruter des militants et pour combattre et dénoncer le lavage de cerveau auquel sont soumis les futurs travailleurs qui doivent passer par là pour décrocher le papier qui leur donnera droit d'aller vendre leur force de travail aux patrons.

Est-ce que ça signifie que les ouvriers doivent quitter leur travail pour aller faire la lutte idéologique et organiser le recrutement en milieu scolaire ?

Non. S'il faut admettre que les intellectuels progressistes et les travailleurs de la production doivent établir des contacts et se donner une base théorique commune c'est justement pour pouvoir, chacun dans leur propre lieu de travail et de vie sociale, être capable de mener un travail d'organisation politique et de lutte idéologique qui vise les mêmes objectifs généraux.

Pourquoi alors proposer de faire la jonction entre les ouvriers producteurs et les travailleurs intellectuels si chacun retourne travailler dans son propre milieu? Simplement parce le terrain de la lutte de classe ne se limite pas à l'usine, ni au quartier ni à l'école: le terrain de la lutte de classe à faire n'est pas un lieu isolé, matériel ou de territoire. L'emprise des capitalistes se manifeste aussi bien à l'intérieur de l'usine qu'à l'intérieur de la tête des citoyens. Le lieu de travail nous permet de voir les manifestations du capitalisme monopoliste et d'entrer en contact avec les victimes de l'exploitation qui sont nos camarades étudiants ou ouvriers. Mieux nous connaissons un lieu précis d'exploitation, plus facile c'est d'y travailler.



De ce qui précède il nous faut conclure:

que le travail des militants étudiants et intellectuels salariés peut et doit se faire à la fois en milieu ouvrier et en milieu étudiant

dans les deux lieux de travail ou de rencontre (écoles, quartier, usines) notre travail doit consister à organiser notre propre formation théorique et le recrutement et la formation de nouveaux militants

que la formation des militants ouvriers et intellectuels doit rendre chacun capable d'organiser et de penser la préparation de la lutte de classe au Québec: que cette formation doit nous rendre capables d'intervenir dans les luttes qui se livrent et de regrouper autour de nous un nombre toujours plus grand d'intellectuels et d'ouvriers désireux de se former et d'organiser la lutte de dénonciation politique des capitalistes et de leur valets

que le fait qu'un groupe d'intellectuels et d'étudiants soient déjà à l'oeuvre en quartier ouvrier et dans certaines usines pour y contacter les ménagères, les chômeurs et les travailleurs ne signifie pas que tous les étudiants progressistes et tous les militants doivent abandonner l'université ou le travail dans les Cegeps pour se consacrer exclusivement au travail de prise de contact avec les travailleurs salariés

Au contraire, la tâche générale de formation de militants nécessite que nous acceptions de nous partager les tâches de façon à ce que, en milieu étudiant et en milieu ouvrier il existe une permanence de groupes d'étude et d'intervention. Seule une telle permanence permettra la consolidation de nos forces et la continuité du travail de formation théorique indispensable à notre intervention juste et efficace.

Mais une telle division des tâches ne signifie pas que tous et chacun sont enchaînés soit au travail d'étude et d'intervention en milieu étudiant soit en milieu de quartier ou d'usine. Premièrement il est indispensable que tous échangent des informations et des critiques sur le travail qu'ils poursuivent: les rencontres les discussions et la publication de textes -bilans ou critiques sont des moyens utiles et peu coûteux.

Deuxièmement il arrivera que les étudiants quitteront le Cegep ou l'université pour aller vendre leur force de travail à des patrons capitalistes ou à l'Etat capitaliste. Leur lieu de travail changera alors, et il pourront songer à rejoindre les camarades qui travaillent déjà dans les caps de quartier ou les groupes d'usine. Ils pourront aussi tenter de regrouper de nouveaux militants dans leur nouveau milieu de travail; administration publique, usines ou etc.

## A LA LIAISON EFFECTIVE

Il ne suffit pas de comprendre la nécessité de la jonction des intellectuels et des travailleurs de la production, il faut en créer l'occasion et faire en sorte que le contact soit permanent.

N'oublions pas que nous sommes en société capitaliste et que la méfiance entre les intellectuels et les ouvriers a toujours été entretenue par la diffusion de préjugés long à disparaître. Il faut voir, aussi, que les intellectuels n'ont pas toujours été utiles à la lutte de libération des ouvriers: ou bien certains méprisaient les travailleurs manuels "parce qu'ils n'appréciaient pas l'art et qu'ils gagnaient de bas salaires"; ou bien certains intellectuels jouaient aux prophètes et aux sauveurs du peuple en faisant de grands discours inutiles et incompréhensibles, sans jamais s'identifier eux-mêmes aux luttes ouvrières et populaires.

Le fait de vouloir participer aux luttes ouvrières et d'entreprendre un travail d'étude avec certains ouvriers, ne signifie pas que l'intellectuel a réussi à vaincre et à transformer ses attitudes.

Nous ne sommes pas, nous travailleurs



intellectuels, les seuls possesseurs de la connaissance .Le fait d'avoir lus des tonnes de livres ne signifie pas que notre formation politique soit supérieure à celle des ouvriers, ni que le fait de lire soit la seule façon d'accumuler des connaissances et d'apprendre à réfléchir.

Pour ce qui est de l'exploitation concrète des capitalistes à l'intérieur des usines ou de l'injustice des lois du travail, de l'impôt et des conditions de l'exploitation dans le domaine du logement et de l'alimentation, un bon nombre d'ouvriers peuvent nous en apprendre beaucoup. Ça ne signifie pas que nous soyons des inutiles. Le fait d'avoir l'habitude de généraliser les connaissances concrètes et la pratique de la lecture théorique peut nous servir à saisir rapidement les liens entre les problèmes et à nous permettre d'approfondir les causes profondes de ces problèmes.

La volonté de prendre contact et d'entretenir ce contact doit se doubler d'une attitude d'enquête qui suppose qu'on s'informe le plus possible de ce pensent les camarades sur tel ou tel problème et que l'on échange nos points de vues sur tous les aspects de la vie qu'on mène.

Certaines conditions d'efficacité et leçons tirées de l'expérience.

#### a) Une formation théorique minimale

La décision de prendre contact avec un groupe d'ouvriers suppose de la part d'un militant marxiste-léniniste une connaissance théorique minimale: ie une connaissance des textes fondamentaux du Matérialisme historique et du Matérialisme dialectique, qui n'est pas forcément une connaissance totale et complète; une bonne connaissance de l'histoire de la société québécoise et du mouvement ouvrier québécois; un minimum de connaissance de ce qu'est un syndicalisme et des lois du travail.

Il est important pour l'efficacité du travail du groupe que le militant aie lui-même acquis ces connaissances dans un groupe d'étude: il sera déjà habitué au style que peut avoir un travail d'étude en groupe et il sera moins pressé de se mettre à dévorer des tonnes de livres. Il n'évaluera pas la valeur du travail de réflexion du groupe selon la longueur des chapitres lus

#### b) Une attitude: écouter et comprendre ce qui se dit

Les connaissances théoriques acquises par un militant sont des outils et des guides pour l'action. Des outils pour comprendre la société capitaliste et les moyens à prendre pour organiser la lutte de classe des travailleurs. Le simple mot " lutte de classe " ne suffit pas à organiser et faire naître cette lutte. De même il ne suffit pas d'apprendre un vocabulaire pour donner la connaissance de la réalité. De plus la domination et le lavage de cerveau par la propagande capitaliste a créé un certain nombre de résistance à l'idée de lutte de classe. Il faut donc être très patient et très prudents avant de lancer des mots: les connaissances acquises par le militant doivent se transmettre en utilisant le terrain des connaissances déjà possédées par les membres du groupe.

Avant de chercher à dire ce qu'on sait il faut d'abord apprendre ce que savent les autres.

On est dans un groupe. Les membres ont des opinions différentes sur un grand nombre de problèmes; comment veux-tu poser les questions qui vont faire avancer le débat s'il n'y a pas d'abord un débat. Donc la première attitude c'est de favoriser l'échange des points de vues. Sur quoi? au niveau de leur expérience de vie personnelle, leur expérience de travail, comment ils ont subis l'exploitation, leurs expériences de lutte contre cette exploitation. Deuxièmement, au niveau des événements de l'actualité politique quotidienne, les nouvelles du jour ou les grands problèmes quotidiens, par exemple le chômage.

Ce débat permet à tous les membres de connaître ce que pense chacun des camarades au sujet des réalités concrètes. Ce débat permet aussi de créer un début de solidarité car chacun apprend comment son voisin s'est lui aussi révolté puis battu contre l'exploitation. Le militant et les camarades peuvent juger du niveau de formation de l'ensemble du groupe et de ce que chacun peut apporter pour améliorer la formation théorique du groupe.

Les exemples que chacun apporte de l'exploitation capitaliste sont la base concrète sur laquelle le militant doit faire porter la suite du débat. Il s'agit maintenant de tâcher de comprendre pourquoi tel problème existe, comment il est relié à tel autre. Le militant mieux formé doit pousser



le groupe à réfléchir sur les causes des problèmes. Il doit orienter cette réflexion: ie qu'il doit faire des synthèses et poser des questions qui mettront sur la piste d'une réponse juste.

Les animateurs sociaux aussi font parler les gens mais c'est pour leur proposer des cataplasmes, des solutions à courte vue. Les militants doivent emmener les camarades à comprendre les causes fondamentales des problèmes sociaux et les moyens nécessaires pour s'attaquer aux causes, à la cause, et non aux effets. Le débat et l'échange de points de vue permet au militant de savoir d'où l'on part, de quelles résistances et de quelles connaissances on part, pour s'appuyer sur ce niveau afin d'atteindre un niveau plus élevé et une base théorique plus solide.

Il faut savoir comment les camarades expliquent l'origine du chômage si l'on veut partir de ce qui est connu pour arriver ensemble à comprendre ce qui n'était pas tout à fait compris. Ou bien pour montrer comment les économistes capitalistes trompent les travailleurs en refusant de démontrer que le chômage est inévitable et nécessaire en système capitaliste.

Ce que savent les gens c'est donc aussi important que ce le militant veut leur transmettre.

De réunions en réunions les camarades doivent évaluer ensemble la justesse de ce qu'ils font, le progrès qu'ils ont accompli dans leur formation et l'efficacité des méthodes qu'ils emploient. Le groupe doit devenir autonome, capable de s'auto-critiquer et de réfléchir à ce qu'il projette d'entreprendre. Il n'est pas question en effet, de remplacer la domination du capitaliste par la domination du militant intellectuel, même mieux formé.

Si le militant mieux formé produit un texte-bilan il doit le faire vérifier par le groupe pour savoir si vraiment les membres partagent son évaluation du travail.

Si un tract est produit à l'occasion d'une lutte il faut que le groupe tâche d'évaluer les effets de ce tract: est-ce que les gens sont d'accord? pourquoi ne sont-ils pas d'accord? qu'est-ce qu'ils pensent, eux?

Vérifier cela sur le coup, en pleine lutte c'est important pour évaluer le rapport de force: sur qui on peut compter. Le groupe, en entier doit faire ce travail d'évaluation. C'est là un apprentissage politique indispensable à tout militant qui devra choisir de poser tel acte ou non, en période de lutte et dont le choix aura des effets plus ou moins importants. Il faut pouvoir sortir de l'époque où l'on accumule les erreurs.

Mais il faut aussi vérifier les effets d'un tract ou d'une lutte sur un groupe d'ouvriers ou d'étudiants, plusieurs semaines après cette lutte: sinon on risque de surestimer ses forces et oublier que les médias de la Power Corporation ont une force de persuasion et une présence bien plus envahissante que nous, à l'étape actuelle. Ça te permet de découvrir aussi ceux qui continuent de vouloir poursuivre la lutte; le travail de recrutement et de formation continue avec ces nouveaux venus.

#### c) Il ya aussi les fameuses techniques d'animation.

Ce sont des outils utiles bien sûr, mais ils ne sont pas essentiels avant de commencer tout travail.

Si le militant comprend que le travail de formation en groupe n'est pas un travail de manipulation du groupe par celui qui connaît le plus, mais plutôt un travail où tous se forment et où il ne s'agit pas de concurrencer et d'écraser le voisin, mais d'apprendre ensemble à développer des réflexes nouveaux de solidarité tout autant que d'acquérir une formation théorique commune, il apprendra les techniques au fur ...et à mesure.

T'apprend pas d'un seul coup ni d'une seule façon. Former des militants ce n'est pas fabriquer des robots: il ne s'agit pas de communiquer une



série de connaissances intellectuelles qu'il suffira de répéter en cas de coup durs. Il s'agit de former des groupes d'hommes et de femmes capables d'agir en se basant sur les situations concrètes qui surviennent et sur la théorie scientifique matérialiste. Ce travail d'acquisition de connaissances et d'intervention juste se fait progressivement et continuellement. Pour être efficaces nous devons comprendre que notre travail en est un de longue haleine, de très longue haleine. Nous ne sommes pas les premiers ni les derniers de la chaîne .

c) Il faut aussi stabiliser nos contacts

Cette permanence des contacts est rendue nécessaire parce que le travail de formation et d'organisation sera long et qu'il ne sera possible que si les militants développent une solidarité et une confiance profonde entre eux. Il s'agit donc de multiplier les occasions de rencontre entre militants sans pour cela tomber dans la "réunionite". S'attacher à connaître de mieux en mieux les problèmes et les conditions de vies réelle du peuple suppose la fréquence de ces contacts. C'est aussi une condition indispensable à des interventions justes.

Il faut aussi apprendre à organiser efficacement nos horaires et notre rythme de travail. En général, les ouvriers déjà conscient de la nécessité de renverser la classe capitalistes sont déjà, militants à l'intérieur de leur syndicat ou d'une caisse d'économie, ou d'une organisation politique (cap, npd, pq) il faut non seulement les convaincre que le travail d'étude est important mais leur démontrer pratiquement que nous pouvons fonctionner de façon efficace : cesser de parler pour ne rien dire, d'étirer les réunions ou de disparaître de la circulation pendant de longues semaines.



## LA PRATIQUE (BILAN)

Le regroupement du monde se fait autour de la publication d'un texte-manifeste. Au début le groupe est formé de 5% de travailleurs de la production, de 55% de travailleurs salariés hors de la production, de 20% de travailleurs intellectuels et le reste d'étudiants. Ces personnes se réunissent régulièrement

Au début chacun se présente, raconte sa condition (de travailleur, de chômeur, d'étudiant), puis on aborde la discussion déjà commencée en assemblée générale sur l'intérêt ou non de diffuser le texte-manifeste. Tout au long de la discussion qui suit, chacun racontera ses expériences personnelles de travail ou de chômage pour appuyer son opinion. On apprend ainsi comment fonctionne l'exploitation dans l'industrie des salons de beauté; comment les secrétaires des petits marchands capitalistes sont mises en chômage sans aucune protection-mais aussi que le fait d'être secrétaire permet d'apprendre certains faits sur l'état financier du patron; comment les chauffeurs de taxis sont écrasés par le prix de location et les fraudes (mauvais état des autos louées) des propriétaires, comment ils doivent travailler de 10 à 12 heures par jour, six jours par semaine, pour rembourser le tarif de location (13.00) quotidien et ensuite gagner leur propre salaire en travaillant souvent de 80 à 90 heures par semaine.

En résumé: En apportant des exemples concrets d'exploitation



pas capable de produire à elle-seule un changement profond car elle est trop coupée de la base, de la vie concrète des gens; de la lutte quotidienne dans le quartier et dans l'usine.

2. Que nous voulons trouver un moyen différent plus efficace;

3. Si l'action du F.L.Q. est inefficace, c'est peut-être que ses membres ne connaissent pas la force réelle du système qu'ils dénoncent, qu'ils ne savent pas comment il fonctionne vraiment et qu'il faudrait mobiliser pour le renverser.

4. Donc, si nous voulons, nous, être efficaces, il faut connaître (par l'étude et l'enquête) comment fonctionne le système capitaliste, pour arriver à mobiliser les ouvriers et tous les travailleurs en démontrant que leur sort dépend d'une lutte commune organisée contre la classe capitaliste.

Cette discussion du texte-manifeste et du Manifeste Feste du F.L.Q., et l'insistance sur l'étude et l'enquête a suscité l'intérêt chez la plupart des membres du groupe. On est d'accord en partie avec le besoin de connaître ce qu'on veut combattre, mais on se demande si on ne risque pas de devenir trop intellectuel. Et puis, quoi étudier? Comment enquêter? On décide de se revoir au plus tôt pour tâcher de trouver une réponse aux questions. Les réunions se poursuivent et le groupe a-borde divers sujets (de l'action du F.L.Q., de la façon dont est organisé le syndicat dans une usine précise, du rôle joué par l'a-

## AUJOURD'HUI

LES ouvriers des usines et des manufactures, les employés salariés des bureaux, les techniciens font des tâches de plus en plus mécaniques, routinières. Même si l'on exige d'eux d'être plus scolarisés ils font un travail plus simple que celui des artisans : surveiller telle lampe, présenter tel morceau de métal à la machine, taper mille fois sur les touches du dactylo. Le plus vite possible.

Tous, ils vendent leur force de travail, leur énergie nerveuse, leur endurance et l'usage de leurs connaissances techniques à un patron-capitaliste.

Ils ne possèdent rien: ni outils, ni marchandises. Ils sont des travailleurs libres: libres de vendre

leur force de travail au capitaliste.

Comment se fait-il que les capitalistes ont remplacés les rois?

Comment se fait-il que les facultés intellectuelles des travailleurs sont peu ou pas développées et utilisées?

Comment se fait-il que tous les outils-machines, toutes

les matières premières (le minerai, la pulpe de bois), les richesses naturelles gratuites (les mines, le sol, les lacs) appartiennent aux capitalistes?

Pourquoi est-ce que les intellectuels, en général, les savants et les ingénieurs, les économistes et tous ceux qui sont "très instruits" ne sont jamais du côté du peuple des "non-instruits", des ouvriers et des travailleurs?

Pour répondre à ces questions revenons à l'époque où les capitalistes n'étaient pas encore au pouvoir politique, à l'époque où les paysans étaient enchaînés à la terre qu'ils cultivaient pour eux et pour les seigneurs.

A cette époque là, les capitalistes contrôlaient le



nimation dans les comités de citoyens, de la disparition des petits capitalistes commerçants mangés par le monopole, etc...). Chacun des sujets abordés étant liés la plupart du temps aux problèmes et aux expériences des membres du groupe.

Lors d'une réunion, le chauffeur de taxi fait une présentation sur les effets généraux du capitalisme: consommation, armées, industries, colonies, pollution, contrôle économique, chômage, éducation, contrôle des gouvernements et de l'Etat par les capitalistes. On constate alors, par la discussion, qu'il faut essayer de comprendre les lois du développement et du fonctionnement du système capitaliste. Le groupe décide d'étudier le texte de Marx "Travail salarié et Capital". Un texte de Marx parce que c'est l'un des hommes (avec Lénine, Mao Tsé Toung, Ho Chi Minh, etc...) qui tout en expliquant dans ses oeuvres comment fonctionne l'exploitation capitaliste, a mené des luttes soutenues pour l'union des exploités contre la classe capitaliste.

Tout au long de l'étude du texte et des discussions, le groupe fait le point avec des exemples pratiques. Ainsi: la classe capitaliste exploite la force de travail de la classe ouvrière. La classe ouvrière pour continuer à survivre doit vendre sa force de travail (son énergie, son habilité) à l'heure, à la semaine, au mois, à la classe capitaliste qui paie le moins cher possible le temps de travail des travailleurs. C'est en faisant tra-

vailler les ouvriers et les salariés au plus bas prix (salaire) et le plus longtemps possible que les capitalistes conservent le pouvoir.

#### Par exemple

Dans une usine de Montréal-Nord qui fabrique des cannettes de mousse épilatoire, l'usine produit chaque semaine environ 30,000 cannettes vendues \$5,500 au distributeur.

Le patron, petit entrepreneur, paie \$1,600 pour la matière première et les moyens de production (cannette, gaz, liquide, usure des machines, loyer, entretien, dettes, intérêts). Ça lui coûte \$380. en frais de gérance et frais de recherche de chimiste. Il paie \$400. de salaires aux ouvrières (8x\$50. par semaine/47 heures). Au total, \$2,580. de frais de production. Au départ, il y a des machines, des matières premières dans une usine. Les ouvrières viennent travailler. En utilisant leur force physique et nerveuse, leur habilité et leur expérience, elles font fonctionner la machine. Il y a transformation du gaz, du liquide, des parfums et des cannettes vides en un produit nouveau: 30,000 cannettes prêtes à vendre. Le patron paie \$2,500. pour produire 30,000 cannettes au total. Le patron les vend \$5,500. au distributeur, il lui reste \$2,900. D'où viennent ces \$2,900.? Qui a produit cette valeur? On sait que la matière et les machines toutes seules ne peuvent produire des cannettes sans la force de travail des ouvrières.



C'est la force de travail des huit ouvrières travaillant en une semaine pendant 376 heures au prix (salaire) de \$400. qui produit cette nouvelle valeur de \$2,920. gratuitement en plus de leur salaire. Le patron leur dit que leur temps de travail (47 heures par semaine) vaut \$50. (376 heures: \$400.); il leur dit qu'il les paie un salaire juste, un salaire qui équivaut à ce qu'elles produisent, un salaire équivalent à ce que vaut leur force de travail.

On voit bien que c'est faux. Leur temps de travail produit \$2,920. de plus que leur \$400. On voit bien que les \$2,920. que le patron empoche, c'est du travail non-payé aux ouvrières. Le capitaliste vend ses cannettes et empoche \$5,500. alors qu'il a payé \$2,500. de frais de production. Ces \$2,920. de temps de travail non-payé aux ouvriers de cette entreprise rentrent dans les coffres du capitaliste et il appelle ça du capital. Ce capital qui vient du temps non-payé à ses ouvrières, il l'accumule et achète d'autres machines et d'autres matières premières. Quand le capitaliste dit qu'il est nécessaire à la production parce qu'il possède des capitaux, il ne nous dit pas d'où viennent les capitaux. Les capitaux du patron de cette entreprise viennent du temps de travail non-payé aux ouvrières de l'entreprise de cannettes de mousse épilatoire. C'est l'ouvrier qui produit les marchandises (cannettes) et les capitaux (temps de travail non-payé et accu-

mule' c'est le capitaliste (qui ne produit rien mais qui organise pour mieux voler l'ouvrier) qui s'enrichit et possède tout (capitaux, machines, marchandises, matières premières, usines, force de travail qu'il achète et qu'il peut jeter à la rue (chômage) et pouvoir politique (subventions à leurs industries, exemption de taxe).

Cette petite entreprise utilise de plus le préjugé de l'infériorité féminine pour sous-payer ses employées. Les ouvrières (très jeunes - moyenne de 20 ans) sont forcées de vendre leur force de travail à ce bas prix car il n'existe pas de syndicat dans cette petite entreprise pour forcer le patron à leur rendre une partie plus grande de l'argent qu'il leur vole; une partie plus grande du temps de travail non-payé qui sert au patron à accumuler des capitaux.

Les réunions se poursuivent donc et un premier bilan permet de dégager ce que les gens ont appris en groupe: résumé de ce que l'on a appris ensemble et de ce que nous avons commencé à apprendre

- 1 - L'importance pratique de l'étude en groupe 3 raisons
  - a) mieux comprendre nous-mêmes la vraie source des problèmes
  - b) nous donner des outils (moyens) efficaces pour vaincre mieux les gens de la nécessité de s'organiser



pour combattre mieux ceux qui nous exploitent, i.e.

l'exploitation par la classe capitaliste

- c) pour nous donner où et avec qui on peut et doit mener des luttes qui s'attaqueront au bon adversaire, aux vraies causes.

11-- Que notre réel adversaire, c'est le système de production à propriété privée (le capitalisme), que c'est la majorité qui travaille (se vend, vend sa force de travail) pour une minorité qui possède les usines et les marchandises produites par les travailleurs, que l'argent (les capitaux) des capitalistes vient du travail volé aux ouvriers, que pour changer notre situation de classe ouvrière exploitée, il faut renverser la minorité qui nous exploite et abolir la propriété privée de moyens de production (propriété privée des usines, des marchandises, de la force de travail des ouvriers),

que pour parvenir à ça

- a) il faut d'abord s'unir avec les autres travailleurs qui mènent déjà des luttes dans les usines et dans les organisations politiques des salariés,  
b) il faut d'abord montrer la nécessité de l'union entre tous les travailleurs à l'intérieur d'une même usine,

dans toute l'industrie, dans tous les milieux de travail, en participant aux luttes actuelles à l'usine, au travail, contre les bas salaires, le chômage, les conditions de vie (logement, santé, etc..) en expliquant par des exemples concrets et clairs que c'est par l'exploitation capitaliste de la force de travail des ouvriers dans l'usine (des salariés au travail), que commence et se maintient l'insécurité de la majorité (la classe ouvrière), la richesse et le pouvoir de la minorité (la classe capitaliste).

+ 111 - Qu'il faut maintenir le contact entre nous par des rencontres fréquentes

- a) où l'on raconte nos expériences de lutte,  
b) où l'on essaye d'améliorer nos moyens d'action par la discussion et le bilan du travail fait,  
c) où nous continuons de perfectionner nos connaissances en vue d'être plus efficaces, plus convaincants dans notre travail d'explication et de regroupement,  
d) où nous préparons de nouvelles actions communes.

Evidemment, tout n'est pas réglé. Certains problèmes ont été soulevés et, entre autre, comment faire pour que l'étude de texte et l'enquête ne reste pas intellectuelle, coupée



de la pratique, des luttes ouvrières et des organisations ouvrières; comment faire pour contacter d'autres chômeurs et d'autres travailleurs.

Pourtant, petit-à-petit, le groupe découvre des solutions, s'organise dans l'usine, multiplie les contacts entre travailleurs, tout en gardant à l'esprit le rapport de force actuel entre les capitalistes et le petit nombre de travailleurs qui "devinent et comprennent comment s'y prennent les capitalistes pour nous voler le temps de notre force de travail".

Pour le groupe, il faut donc:

- continuer à apprendre
  - parce que notre groupe sent le besoin de partager son expérience avec d'autres travailleurs,
- participer à des luttes concrètes contre l'exploitation parce que nous désirons mieux comprendre, plus précisément pour mieux expliquer et cesser d'être une minorité.



## L' affaire Servant :

DE SAINT-THOMAS D'AQUIN À  
KARL MARX

( BILAN & PERSPECTIVES DES LUTTES  
ÉTUDIANTES AU QUEBEC )

## A) INTRODUCTION :

Où nous a mené "l'affaire Servant"?

L'affaire Servant a amené les étudiants du Cégep Édouard-Montpetit à entrer en lutte contre la direction du collège et aussi contre son conseil d'administration en vue non seulement de ré-

(1) Cet article est un résumé, parfois une reproduction complète d'un article paru dans la revue Antenne (vol. 13, no. 2-3 mai '71, pp 32-46), revue politique et culturelle des étudiants du Cégep Édouard Montpetit, à Longueuil, tout près de Montréal. Les auteurs de l'article nous éclairent ainsi sur le but de cet article: "Ce texte n'est qu'une première tentative, de la part des militants qui ont participé à diverses luttes étudiantes, en vue de dégager les caractéristiques propres aux luttes étudiantes et en vue du même coup, de laisser entrevoir nettement les limites de ces luttes qui, nécessairement, sont conditionnées par d'autres luttes, menées dans d'autres lieux de la structure sociale."



clamer le réengagement de Michel Servant mais aussi d'exiger qu'à l'avenir les administrateurs et les directeurs du collège soient contraints de tenir compte de l'avis des ~~diverses~~ parties impliquées dans la vie du collège (étudiants, professeurs, personnel de soutien) avant de prendre une décision. Par le même mouvement critique les étudiants ont été amenés à remettre en question le conseil d'administration du collège quant aux droits et pouvoirs dont il dispose, quant à sa composition et quant à son mode de fonctionnement (huis-clos).

Ce qui apparaît également, c'est que, compte tenu de l'une des accusations portées contre Servant (politisation de l'enseignement) la lutte menée a pris la forme d'une suite de débats et de discussions sur les rapports entre l'école et la politique, sur la fonction politique du système scolaire et sur les aspects politiques présents dans l'enseignement, que ce soit dans sa forme ou dans son contenu.

Donc, "l'affaire Servant" a suscité au collège Edouard Montpetit une lutte directement politique au niveau local dans le sens d'une remise en question du pouvoir et une lutte idéologique, également politique dans ses répercussions, puisqu'on s'est interrogé sur la place que tient l'école dans le rapport de forces existant entre les classes ou factions de classes constituant la société québécoise, la société canadienne et même l'ensemble de la société nord-américaine.

## B) CE QU'EST LE MILIEU ETUDIANT ET CE QU'IL N'EST PAS:

### 1) L'expression "lutttes étudiantes"

Il devient important et urgent de dégager le sens réel de l'expression ambiguë "lutttes étudiantes", vu les différentes tendances au sein des couches étudiantes les plus conscientes, tendances se ramenant à deux majeures:

- l'une considérant le milieu étudiant comme étant le milieu d'avant-garde, d'où proviendra le changement. D'où la nécessité d'y oeuvrer prioritairement, le milieu ouvrier, dans l'ensemble étant "perdu à l'avance";

- l'autre recouvre surtout des gens désabusés de l'action étudiante et qui se tournent alors vers le milieu des travailleurs comme étant le seul lieu de travail valable politiquement;

### 2) Les luttes étudiantes et les luttes ouvrières: importance respective.

Ce qu'il s'agit de discerner clairement c'est la portée possible de la lutte dans un milieu donné et aussi de savoir quelle lutte doit être déterminante en dernier ressort.

Pour nous, il apparaît hors de tout doute que la lutte essentielle est celle des travailleurs salariés (plus particulièrement celle des travailleurs qui travaillant à la production matérielle sont les créateurs réels de la richesse, même si cette dernière est contrôlée et pillée par les patrons capitalistes, québécois ou étrangers).

Mais cette prédominance des luttes ouvrières n'exclut pas les luttes étudiantes. Bien au contraire. Le milieu scolaire est un milieu où sont remplies de multiples fonctions reliées aux luttes de classes et aux activités de production matérielle et intellectuelle, fonctions qui, il y a quelques années, étaient remplies par les associations religieuses, récréatives, familiales ou autres. Pour ces raisons, les luttes en milieu scolaire ne sauraient être évitées ou délaissées.

### 3) Le milieu étudiant:

Premier fait à noter à ce sujet: il en est de l'expression "les



étudiants" comme de l'expression "les jeunes". Ce sont des expressions qui regroupent dans une même catégorie sociologique (donc pas très exacte) des individus et des groupes très divers.

Autre fait à noter: l'expression "les étudiants" comme d'ailleurs l'expression "les jeunes" peut facilement être utilisée à des fins politiques par les dirigeants qui, par un artifice verbal, tentent de faire croire à des personnes qu'elles partagent les mêmes intérêts, les mêmes valeurs, et les mêmes attitudes parce qu'elles appartiennent à une même catégorie.

#### 4) Les étudiants, une catégorie homogène ou hétérogène?

Ce qui frappe lorsque l'on parle des étudiants en général, c'est de voir à quel point, ils constituent une catégorie foncièrement très différenciée et très hétérogène sur bien des plans.

Ce qu'ils ont en commun surtout: un certain nombre de pratiques communes pendant une période de temps donné (cours, professeurs, locaux, institutions, examens, travaux scolaires...)

Malgré certaines pratiques communes, il n'y a pas de "condition étudiante". En effet, en dehors des périodes scolaires, les étudiants ne se retrouvent pas dans les mêmes milieux économiques, sociaux et culturels (conditions de logements, familiales, loisirs, travail en dehors des heures de cours...).

Ces différences présentes laissent deviner d'autres différences passées: ils ne sont pas préparés de la même façon à faire face à l'école et au type d'aptitude et de savoir-faire qui est requis en vue de réaliser ce qu'on appelle "la réussite scolaire".

Ainsi, les étudiants n'ont pas, en plus, en commun un même avenir social. Par la suite de tout un processus de sélection plus ou moins complexe, il est assuré qu'ils ne seront pas tous au même niveau dans la hiérarchie sociale et que leur activité ne s'exercera pas dans les mêmes domaines (production matérielle comme exécutant, patrons, cadres, domaine scientifique, idéologique...). Et habituellement, cette absence d'homogénéité, elle est d'autant plus vraie que l'on est dans les paliers inférieurs du système scolaire et que l'on est éloigné du palier universitaire.

#### 5) Les étudiants et les attitudes politiques de classes:

Malgré cette fragmentation, il arrive que des étudiants aient, sur le plan politique, des attitudes de classes assez semblables, ou s'engagent assez nombreux dans de mêmes luttes. Comment expliquer

4- Nous subissons actuellement une crise des structures capitalistes nord-américaines qui prend l'allure d'une crise permanente. A nous d'en profiter pour transformer la révolution, l'économiquement, le défaitisme, en ferments révolutionnaires.

Bien entendu il ne s'agit pas d'avoir une attitude ouvériste (dire que toutes les luttes menées par les travailleurs sont valables) ou staliniste (des luttes partielles conduisent automatiquement au renversement du pouvoir et à l'instauration du socialisme).

Les luttes sociales menées par les organisations populaires sur des thèmes de services ou d'équipements collectifs sont:

1- Des luttes défensives et immédiates: elles ne s'attaquent pas aux causes réelles de l'exploitation capitaliste (propriété privée des moyens de production) mais à ses effets, à ses manifestations immédiatement intolérables (chômage, endettement, faillites...). Ce n'est pas le pouvoir économique et politique des exploitateurs, sa rationalité même qui sont mises en question, mais les résultats de cette politique;

2- Le caractère purement défensif de ces luttes conduit presque inévitablement à revendiquer une extension progressive des formes bourgeoises de consommation (exemples: des cliniques de santé sans médecine préventive, des écoles qui perpétuent le caractère de classe de l'enseignement et de la promotion proposés). Ce n'est souvent d'ailleurs

12



# 1. LIMITES & POSSIBILITÉS DES ORGANISATIONS POPULAIRES

Disons tout d'abord que nous voyons comme possible et même nécessaire de faire un travail politique révolutionnaire au sein de ces groupes et ce pour les raisons suivantes:

1- La plupart du temps, ces luttes revêtent un caractère extra-parlementaire, non-intégrés aux appareils des partis politiques bourgeois (P.Q. inclus). D'où la possibilité réelle ou latente d'une prise de conscience et d'une mobilisation à la base;

2- A la base (en opposition directe avec le parlementarisme et l'électoratisme du Parti Québécois et des autres partis) signifie "se rapprocher des lieux où les individus travaillent et vivent rassemblés" (1) où ils peuvent, à partir de leur expérience fragmentaire, avoir une prise directe sur leur condition, où naissent leurs besoins et leurs conflits avec la société existante. Les groupes de revendications nous offrent très souvent un tel terrain;

3- Au stade actuel de l'organisation ouvrière au Québec, il s'agit prioritairement de s'assurer d'une base humaine de militants tenaces, d'origine ouvrière et en contact direct avec les masses. Les organisations populaires sont un des terrains propices à ce recrutement;

(1) Cf. mobilisation no. 1 "Pour une politique radicale à la base".

ture (combinaison des deux secteurs: technique et général), le Cégep est une fourmilière de contradictions vu la présence en son sein de groupes énormément diversifiés, comprenant une partie non négligeable des futurs travailleurs aux divers niveaux ou paliers de la hiérarchie. L'espace manquant, il n'est pas question pour l'instant de mener à terme cette analyse.

Qu'il suffise de dire ceci pour l'instant: des luttes efficaces peuvent être menées au Cégep à au moins deux conditions:

- 1) Que la situation économique objective les stimule ou, du moins les rende possibles et probables sinon inévitables;
- 2) Que des formes d'organisation se développent pour assurer une permanence des luttes et leur reprise, à chaque nouvelle année scolaire, malgré les nombreux départs d'étudiants.

Puisqu'il est ici question d'organisation, soulignons qu'un milieu même partiellement déterminé par des facteurs externes à lui, est apte à mener des luttes plus ou moins efficaces selon qu'il est plus ou moins bien organisé. C'est pour cette raison qu'il sera maintenant question, dans une autre section de cet article, de formes d'organisations diverses et successives que les étudiants, historiquement, se sont donné au Québec.

## C L'ORGANISATION DU MILIEU ETUDIANT

Tout d'abord il devient de plus en plus évident que c'est l'appareil scolaire qui devient l'appareil idéologique dominant (ce qui permet d'encadrer les travailleurs et ainsi assurer et reproduire un taux d'exploitation régulier) par rapport à d'autres appareils (famille, clergé...). C'est le développement du capitalisme au Québec et de ses contradictions qui amène la formation d'un secteur technique rigoureux au Cégep.

On peut dire que l'appareil scolaire devient, après le rapport Parent, le lieu privilégié (à cause de son importance) de la reproduction de certaines contradictions du développement politique, économique et social du Québec.



## 1) Répercussion sur l'organisation

La crise d'octobre 1968 (occupations, marches, etc...) en tant qu'elle a démontré l'impuissance du syndicalisme étudiant par le biais de l'échec des structures dépassées du corporatisme, à prendre en charge le mouvement étudiant et ses revendications devient ainsi le catalyseur politique de la scission brutale amorcée par le mouvement étudiant au niveau de l'organisation.

En effet, l'organisation du mouvement étudiant doit correspondre le plus intimement possible à cette apparition d'un terrain nouveau que constitue la création des Cegeps, par rapport au terrain que remplissait la vieille structure des collèges classiques.

La démocratisation des structures d'accueil au collégial, la coexistence des deux secteurs (général et professionnel) la remise en question de l'enseignement humaniste par l'idéologie de la "société post-industrielle", la création des conseils d'administration des cégeps (et leur composition), la régionalisation, la planification (désirée...) des diverses branches techniques (ex: secteur dentaire à E-M, pilotage à Chicoutimi, et...), bref, la création d'un ministère de l'éducation et celle des cégeps présentent carrément un nouveau lieu de travail politique, et par conséquent implique l'apparition de nouvelles formes organisationnelles.

C'est ainsi que la prise en charge, par les Services aux étudiants, des services que rendaient originellement les syndicats étudiants, montrent bien l' inutilité de ces derniers.

De même que le développement politique et idéologique de la classe ouvrière (2e Front, CAP, CASEP, FRAP, comités de citoyens,) indique-t-elle l'urgence pour le mouvement étudiant de reléguer aux oubliettes les structures syndicales traditionnelles, d'ailleurs tributaires de l'organisation syndicale de la classe ouvrière.

Bref, si la disparition des AGE correspond au changement de l'appareil scolaire, il est clair que l'évolution des organisations étudiantes procède du développement des contradictions à l'intérieur de la société québécoise.

L'affaire "servant" constitue pour nous une lutte politique réelle en s'opposant aux décisions anti-démocratiques du conseil d'

administration; les étudiants entrent dans un rapport de force avec l'administration. A travers le cas d'un professeur non réengagé, ils posent le problème de la structure du pouvoir à l'intérieur du CEGEP, i.e. de la domination d'une minorité d'administration sur les principaux intéressés à la vue en général du collège.

En ce sens, c'est une lutte contre le pouvoir, sa légitimité, afin de faire céder, du moins à faire reculer, les administrateurs devant l'Assemblée Populaire. Et cette lutte devient politique dans la mesure où elle pose en termes clairs, le problème du pouvoir, non pas seulement à l'intérieur du collège, mais bien à l'extérieur de la société.

Et c'est à ce moment-là que les étudiants rencontrent les limites de la lutte politique dans leurs institutions. En effet, au nom de quelle vertu révolutionnaire les étudiants pourraient-ils prétendre transformer l'ensemble des conditions sociales, politiques, et économiques qui les oppriment en prenant le pouvoir à l'école? Au nom de quelle prétention à l'avant-gardisme révolutionnaire pourraient-ils prétendre que c'est en établissant l'autogestion à l'école que l'étudiant pourra ainsi transformer radicalement les conditions économiques de l'exploitation capitaliste?

Voyons donc en quoi la lutte concrète qui s'est amorcée à Edouard-Montpetit a-t-elle pu prétendre à un autre statut que celui de lutte politique.

## 2) La lutte idéologique

En effet, le travail de débats, de discussions et de confrontations s'est déroulé en trois (3) phases décisives:

1) la dénonciation du caractère de classe du C.A. (sa composition, ses décisions, les intérêts qu'il défend) et la dénonciation de la structure du pouvoir à l'intérieur de la société, à partir d'analyses concrètes (rapports d'exploitation et de domination);

2) un travail d'explication, d'analyse et de compréhension des implications concrètes de nos dénonciations (tout le travail des débats-midi);

3) une tentative concrète de mise en situation de notre lutte à l'intérieur du système scolaire comme appareil idéologique d'Etat, à l'intérieur des luttes progressistes menées par les autres étudiants, par les travailleurs, par les assistés-sociaux, par les professeurs, etc. et à l'intérieur, finalement du rapport de force global qui caractérise présentement la société québécoise.



Nous avons discuté des intérêts économiques de la bourgeoisie à former une main-d'œuvre à bon marché, tellement nombreuse qu'une situation de concurrence s'établit entre travailleurs.

Ainsi nous avons accordé une priorité à la lutte idéologique, laquelle, dans la mesure où elle pose les véritables questions autour du pouvoir, et parce qu'elle indique clairement les limites de l'action en milieu étudiant, nous apparaît cependant comme la véritable caractérisation de nos types de luttes.

Cette lutte idéologique nous permet d'indiquer par la situation des classes sociales en présence, le degré d'exploitation et de domination que subit la classe ouvrière et le degré de conditionnement idéologique que subissent les étudiants.

Ce qui nous amène à l'organisation de la tâche de transformation de cette société, de la véritable lutte politique.

### 3) Le mouvement étudiant depuis 1960

#### a) Avant les occupations des cégeps en 1968:

C'est à partir de 1960-62 que le syndicalisme étudiant s'implante dans la plupart des institutions. Ce syndicalisme se voulait le promoteur de tous les étudiants et même de l'Etat québécois. Nous sommes au début de la révolution tranquille et l'activité de l'Ugeq (Union Générale des Etudiants du Québec) jouera un rôle de représentation des revendications de l'ensemble des étudiants face à la société québécoise en ébullition. La période qui nous occupe voit surgir: la PEN (Presse Etudiante Nationale) qui se prononcera en mars 1965 pour l'indépendance du Québec; l'AGEUM (Association Générale des Etudiants de l'Université de Montréal), sous une nouvelle orientation, qui prie le gouvernement de proclamer l'unilinguisme; la naissance de la FAGECQ (Fédération des Age des Collèges Classiques du Québec) et une pléiade d'Associations locales. Ce mouvement corporatiste réclamait l'abolition des frais de scolarité, le pré-salaire des étudiants et la démocratisation des structures de l'enseignement. En gros, les organisations étudiantes de cette époque reflétaient une idéologie humaniste tributaire des expériences de Cité Libre et de l'équipe du tonnerre de la révolution tranquille, et, objectivement, elles assuraient une courroie de transmission idéale pour l'idéologie de rattrapage, de la modernisation du Québec. C'est même l'Ugeq qui a poussé le plus fort pour précipiter la mise en application du Rapport Parent.

#### b) Les occupations des cégeps:

En octobre 1968, les étudiants d'une quinzaine de cégeps décidaient d'occuper les locaux de leurs institutions afin de protester contre les politiques du ministère de l'éducation en matière de prêts et bourses, de débouchés sur le marché du travail, et de débouchés sur l'université (problème de la création d'une seconde université de langue française à Montréal).

Le travail réformiste de l'Ugeq semblait porter ses fruits lorsque les étudiants réclamaient certaines améliorations de leur statut d'étudiants; mais elle fut contrée par les étudiants et quelques professeurs à la base, en lutte, qui posèrent le problème de l'ambiguïté de ce statut, à savoir que l'étudiant est à la fois détenteur d'un savoir et détenteur de privilèges mais qu'il est aussi un futur salarié potentiellement exploitable et maniable idéologiquement.

Bien sûr, ce processus ne s'est pas établi en une seule journée d'occupation et il est clair que cette façon de poser les problèmes n'est pas tombée du ciel.

#### c) Depuis l'occupation des cégeps:

Après l'échec du mouvement syndicaliste traditionnel (UGEQ, AGEUM, PEN balayées) une tendance spontanéiste se manifeste: certains étudiants annoncèrent la capacité révolutionnaire du mouvement étudiant d'exploser spontanément face aux crises aiguës d'une société pleine de contradictions. Cette tendance a mené tout droit vers la désorganisation du milieu, la main-mise des Services aux Etudiants sur la vie politique et culturelle des étudiants, ce qui a pour effet politique de refouler toute nécessité d'une organisation de masse des étudiants fondée sur un contenu politique cohérent.

C'est l'époque du Bill 63, le grand sursaut d'indignation nationaliste qui démontre l'impuissance d'un mouvement étudiant inorganisé sans objectifs précis, sans fondements politiques solides.

Pendant cette période, il y a formation de Comités d'Action Politique (CAP dont les objectifs politiques, les moyens d'action et les structures de fonctionnement sont encore bien mal définies)

C'est ainsi que cette organisation alliée à l'absence d'objectifs clairs, à court et à long terme, constitue la base d'une situation où la théorie de l'action pour l'action rencontre de nombreux adhérents.

C'est que trop d'étudiants, qui se classent eux-mêmes dans la catégorie de l'avant-garde révolutionnaire, forment cette couche



d'activistes qui croient que par des gestes exemplaires, la majorité des étudiants se "politise" (un exemple social: le FLQ).

Il arrive que les mots d'ordre lancés par ces étudiants soient suivis: alors l'action entreprise débouche inévitablement sur un affrontement ouvert et généralement très dur. Nous citerons pour exemple la lutte menée au Vieux-Montréal qui, partie du problème de la déclassification, débouche sur des affrontements avec l'escouade anti-émeute. Le problème majeur est que toutes ces actions se passent sur le mode du mystère: soudainement un conflit arrive, aussi soudainement il prend des proportions gigantesques, puis plus rien, c'est la démobilisation générale.

Nous voulons ici souligner l'importance d'une connaissance du système scolaire actuel au Québec: connaître les politiques gouvernementales sur le système scolaire, connaître les possibilités d'action des étudiants en regard de leur situation dans l'ensemble social québécois. Nous pensons qu'il est d'une importance primordiale de connaître les composantes idéologiques du milieu

scolaire, car elle détermine la grande part de la perception du rapport vécu entre l'étudiant et la société.

## D) LES GRANDES IDEOLOGIES DU MONDE SCOLAIRE:

### 1) Les fonctions du système:

Nous avons aussi émis l'hypothèse que le système scolaire et en particulier le cégep a deux fonctions: celle de transmettre un savoir-faire relatif à certaines activités et aussi celle de production et de diffusion des idéologies qui servent à maintenir l'état actuel de la société.

C'est à cette deuxième fonction du système scolaire que nous allons nous attaquer en tentant d'esquisser des hypothèses quant aux types de discours idéologiques en cours actuellement au Cégep Edouard - Montpetit et dans d'autres collèges.

### 2) La fonction idéologique et sociale de l'église

Avant les années soixante, la fonction de maintenir les rapports sociaux était assurée surtout par l'église. Par ses diverses organisations, l'Eglise possédait des ramifications partout: écoles, hôpitaux, syndicats, œuvres de charité, mouvements de jeunesse, et mouvements ouvriers, organisations de loisir, etc..

Mais comme cette Eglise proposait un modèle de vie fondé sur une société agricole, elle se situait en retard sur le développement économique québécois (urbanisation et industrialisation de type capitaliste). En condamnant ce développement, elle s'est condamnée elle-même à disparaître comme appareil idéologique dominant. Ainsi durant les grandes grèves d'Asbestos et de Sorel elle ne faisait que souligner les excès des patrons en maintenant l'illusion qu'une société industrielle est moralement mauvaise et que la solution sociale ne se trouverait que dans un retour à l'âge d'or de la petite propriété agricole.

Si on peut dire maintenant que l'Eglise a abandonné ce type d'idéologie, on ne doit pas sous-estimer l'importance réelle de l'idéologie pré-capitaliste qui trouve encore de nombreuses manifestations, dont la plus importante est celle du Crédit Social.

### 3) L'Etat et le monopolarisme d'Etat:

Le nouveau stade de développement du Québec s'approche de plus en plus de ce que l'on appelle le monopolarisme d'Etat. Ce dernier, en bref, étant la nécessité pour les monopoles économiques de voir l'Etat prendre en charge les secteurs économiques dont la marge de bénéfices est insuffisamment élevée pour qu'ils aient intérêt à investir dans ces secteurs. Par contre, comme ils éprouvent un besoin vital de voir se développer ces secteurs, l'Etat, de par ses fonctions, se voit contraint d'en assumer le développement.

Par exemple: l'Hydro-Québec et la force motrice de l'électricité. L'Etat québécois essaie donc de régulariser l'économie québécoise par de nombreux outils: SOQUEP, SOQUEM, SGF, comités patrons-gouvernements au ministère de l'industrie et du commerce, comités syndicats-gouvernements au ministère du Travail, etc...

Mais cette volonté n'échappe pas (elle les accentue même) aux contradictions inhérentes du mode de développement capitaliste. L'Etat qui toujours s'est fait passer pour neutre, se met



tous les jours de façon plus claire au service des grands monopoles et il essaie, par tous les moyens, de forcer les travailleurs à se plier aux exigences de la classe bourgeoise (par exemple, on nomme comme président de la Société de Développement Industriel M. Plourde, hommes d'affaires qui a déjà lancé et qui lance encore des appels aux ouvriers québécois pour qu'ils acceptent de travailler quelques heures de plus par semaine sans être payés!)

Ainsi les revendications sociales au niveau des services et équipements collectifs (logement, santé, transport...) sont délaissées malgré l'accroissement réel des capacités techniques (utilisation privée vs utilisation sociale).

C'est ainsi que l'Etat, appareil répressif par excellence, a pris en charge le système scolaire, non par générosité, par "démocratie" mais parce qu'elle a besoin de l'école afin de s'assurer la formation de techniciens, de scientifiques et d'idéologues qui la serviront bien et pour pas cher.

#### 4) Les idéologies dominantes du cégep:

Deux idéologies principales sont maintenant massivement véhiculées mais elles réussissent difficilement à s'implanter puisqu'elles ont tendance à se neutraliser partiellement l'une et l'autre: l'idéologie humaniste et l'idéologie technocratique.

a) L'idéologie humaniste repose sur les principes de l'harmonie entre tous les groupes, du libéralisme dans le mode d'expression et de participation des divers groupes. Elle cherche à postuler une égalité de fait de tous les individus, à promouvoir l'espoir d'une mobilité sociale. Elle a pour intention manifeste de cacher les différences sociales des étudiants, de camoufler l'avenir social différentiel des individus.

b) L'idéologie technocratique peut admettre les présupposés de l'idéologie humaniste mais elle insiste surtout sur le fait que des individus de diverses catégories sociales peuvent très bien s'entendre à condition que les "rôles" et "fonctions" de tous et chacun soient bien déterminés et bien distribués: l'économie à l'économiste, la politique au politologue, le chômage aux chômeurs, etc...

Mais, dans une période comme actuellement, ces idéologies dominantes ont la tâche difficile pour remplir leur rôle. Alors

c'est la politique du "bâton", de la répression policière ou administrative (Cégep du Vieux-Montréal, Bill 30).

## E) CONCLUSIONS:

Il n'est pas question ici de faire une longue conclusion mais plutôt de livrer en vrac quelques constats politiques:

1) Les luttes étudiantes seront toujours nécessairement des luttes subordonnées et secondaires par rapport aux luttes des travailleurs salariés.

2) Même si les luttes étudiantes ne sont pas déterminantes, elles n'en jouent pas moins un rôle fondamental puisqu'elles peuvent affaiblir une des institutions les plus nécessaires économiquement et idéologiquement à la bourgeoisie dans une situation de monopolisme d'Etat car elles mettent en danger les conditions de reproduction de la société capitaliste sous ses diverses formes.

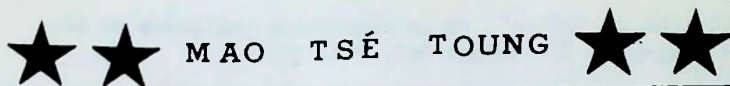
3) Les luttes étudiantes sont importantes pour une deuxième raison en ce qu'elles permettent la formation d'étudiants qui profitent de l'école pour acquérir des connaissances même déformées qu'ils mettront au service de la classe ouvrière.

4) Dans le contexte actuel où il n'existe pas d'organisation propre à la classe ouvrière, il faut éviter le mythe de l'action politique comme devant se dérouler à l'intérieur d'un parti politique. Cela veut dire en langage québécois clair, que le Parti Québécois, par exemple, parce que plus jeune et apparemment plus démocratique que les autres, n'est pas pourtant la seule organisation à l'intérieur de laquelle on puisse faire un travail politique efficace. Cela veut dire que le mode électoraliste d'action, actuellement au Québec, n'est pas le plus rentable politiquement.

5) Nous croyons que, fondamentalement, les luttes politiques les plus déterminantes se livrent présentement à l'extérieur des diverses organisations de la base telles que: comités de citoyens, comités d'action politique reliés au FRAP ou à d'autres organismes, associations de locataires, associations de consommateurs, comités politiques d'usine. Nous croyons aussi que, si l'on ne connaît actuellement ces organisations, c'est que le pouvoir, par l'intermédiaire de ses médias d'information tente le plus possible d'en masquer l'existence.

«t'es pas icitte  
pour penser,  
t'es icitte  
pour faire  
ce qu'on te dit.»





MAO TSÉ TOUNG

" Dans tout travail pour les masses, nous devons partir de leurs besoins et non de n'importe quelles considérations personnelles, fussent-elles des meilleures. Il arrive souvent que les masses aient objectivement besoin de transformations déterminées mais qu'elles ne soient pas subjectivement conscientes de ce besoin, qu'elles n'aient ni la volonté, ni le désir de réaliser ces transformations; dans ce cas, nous devons attendre patiemment; c'est seulement lorsque les masses à la suite de notre travail seront, dans leur majorité, pénétrées de la conscience de la nécessité de ces transformations, de la volonté et du désir de les faire aboutir, qu'on devra les réaliser, sinon, l'on risque de se couper des masses. Tout travail exigeant la participation des masses deviendra quelque chose de vide et de formel et aboutira finalement à l'échec si les masses n'ont pas pris conscience de la nécessité de ce travail, si elles n'ont pas manifesté le désir d'y participer volontairement. "Qui se hâte n'atteint pas le but". Cela, bien entendu, ne veut pas dire qu'il ne faille pas agir avec rapidité, cela signifie seulement qu'il ne faut pas se lancer à l'aventure, car l'aventurisme conduit inévitablement à l'échec."

adresse: 1180 bleury  
local 1070  
mtl 111